



UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

FACULTE DE DROIT, D'ECONOMIE, DE GESTION ET DE SOCIOLOGIE

DEPARTEMENT DE SOCIOLOGIE



FORMATION PROFESSIONNALISANTE EN TRAVAIL SOCIAL ET
DEVELOPPEMENT

MEMOIRE DE FIN D'ETUDES POUR L'OBTENTION DU DIPLOME DE
LICENCE PROFESSIONNELLE

OPTION : AGENT DE DEVELOPPEMENT

**DYNAMIQUES SOCIALES ET GESTIONS PAYSANNES DES
RESSOURCES NATURELLES : CAS DU FOKONTANY RATSIANARANA,
COMMUNE RURALE D'AMBOHITRALANANA, DISTRICT D'ANTALAHA
(REGION SAVA)**

Présenté par : RANDRIAMITANDRINA Mario

Membres du jury :

-Président : Monsieur RABARISOLONIRINA Yves Lucien, AESR

-Juge : Monsieur Docteur RAKOTOSON Philippe

-Encadreur : Monsieur RANDRIANARISOA Jean Richard

Année Universitaire : 2016-2017

Date de soutenance : 10 Avril 2017

**DYNAMIQUES SOCIALES ET GESTIONS PAYSANNES DES RESSOURCES
NATURELLES : CAS DU FOKONTANY RATSIANARANA, COMMUNE
RURALE D'AMBOHITRALANANA, DISTRICT D'ANTALAHA
(REGION SAVA)**

REMERCIEMENTS

Mes premiers mots s'adressent à Dieu pour le courage et la persévérance qu'il m'a donné pendant la réalisation de ce document.

J'exprime de même ma haute considération à toutes les personnes qui ont contribué de loin ou de près pour l'intérêt qu'elles ont porté à la réalisation de ce rapport de stage ,citons entre autres :

- Monsieur le Professeur ETIENNE Stefano Raherimalala, Chef du département de Sociologie.
- Monsieur RAKOTOARISON Andrianiaina Yvon Responsable du parcours de la Formation Professionnalisant en Travail Social et Développement.
- Monsieur RANDRIANARISOA Jean Richard, l'encadreur pédagogique
- Mon Encadreur professionnel Monsieur jean Emanuel, Chef secteur de Madagascar National Parc
- le Maire de la Commune Rurale d'Ambohitralanana: Monsieur Délien

Ainsi que le personnel de la commune rurale d'Ambohitralanana et sans oublier la famille et les proches qui m'ont soutenu financièrement et moralement.

Je vous remercie du fond du cœur.

SOMMAIRE

INTRODUCTION GÉNÉRALE

PARTIE I: 1GÉNÉRALITÉS ET CADRAGES MÉTHODOLOGIQUES

CHAPITRE I: Présentation du terrain et dimensions écologiques

CHAPITRE II: Cadrages théoriques et différents concepts clés

CHAPITRE III: Méthodologie de la recherche

PARTIE II: LA GESTION COMMUNAUTAIRE

CHAPITRE IV: Mode d'organisation et implication paysanne dans la gestion de la forêt primaire par les COBA

CHAPITRE V : Pression socio-économique sur l'espace forestière

CHAPITRE VI : Vérifications des hypothèses

PARTIE III : APPROCHES PROSPECTIVES ET PISTE DES REFLEXIONS EN VUE DE L'IMPLICATION EFFECTIVE DE LA COMMUNAUTE

CHAPITRE VII : Approches prospectives

CHAPITRE VIII : Pistes des réflexions en vue de l'implication effective de la communauté

CONCLUSION GÉNÉRALE

LISTE DES SIGLES

AFS : Amélioration de la Fertilité du Sol

GPC : Gestion Participative Communautaire

CERS : Centre d'Étude de la Recherche en Sociologie

CDB : Convention sur la Diversité Biologique

CNUED : Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et la Développement

CSP: Categories Socioprofessionnelles

CARE: Cooperative For Assistance and Relief Everywhere

COBA : Communauté de Base

CRA : Commune Rurale d'Ambohitralanana

CSBI : Centre de Santé de Base Niveau I

DD : Développement Durable

DIREF : Directions Inters Régionales des Eaux et forêts

DSRP : Document Stratégie pour la Réduction de la pauvreté

EPP : Ecole primaire Publique

EPM : Enquêtes auprès des Ménages

FP : Forêt Primaire

FKT : Fokontany

GCF : Gestion Contractualisée des Forêts

GELOSE : GEstion LOcale SEcurisée

GCRN : Gestions Communautaires des Ressources Naturelles

IRD : Institut de Recherche pour le Développement

INSTAT : Institut National de la Statistique

MARP : Méthode Accélérée de Recherche Participative

MAEP : Ministère de l'Agriculture de l'Élevage et de la Pêche

MBG: Missouri Botanical Garden

MNP: Madagascar National Parks

OSC : Organisation de la Société Civile

OGM : Organisme Génétiquement Modifié

ONG : Organisation Non Gouvernementale

ONE : Office National de l'Environnement

OP : Organisation Paysanne

PAT : Plan de Travail Annuel

PAG : Plan d'Aménagement et de Gestion

PAE : Plan d'Actions Environnementales

PCD : Plan Communal de Développement

PCDI : Projet de Conservation et de Développement Intégré

PGCM : Plan de Gestion et de Conservation de Masoala

PED : Pays en Voie de Développement

PE : Programme Environnemental

PD : Pays Développé

PNAE : Plan National d'Actions Environnementales

PNF : Programme National Foncier

PPN : Produit de Première Nécessité

PRD : Plan Régional de Développement

RIR : Routes d'intérêt Régional

RNR : Ressources Naturelles Renouvelables

SAVA : Sambava-Antalaha-Vohemar-Andapa

SRI : Système de Riziculture Irrigué

TGRNR : Transfert de Gestion des Ressources Naturelles Renouvelables

UICN : Union Internationale pour la Conservation de la Nature

UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et de la Culture

WCS : Wildlife Conservation Society (Société Conservant la biodiversité)

VOI : Population local (Vondron'Olona Ifotony)

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU N°1 : Effectif de la population dans le fokontany Ratsianarana.....	Page 20
TABLEAU N°2 L'échantillonnage de nos enquêtés.....	Page 28
TABLEAU N°3 : Synthèse des activités des COBA	Page 35
TABLEAU N°4 : Tableau sur les enquêtes :.....	Page 39
TABLEAU N°5 : CSP des enquêtés	Page 40
TABLEAU N°6 : Les motifs d'adhésion	Page 41
TABLEAU N°7 : Les difficultés au niveau de l'organisation	Page 47
TABLEAU N°8 : Satisfaction des COBA.....	Page 48
TABLEAU N°9 : Fréquentation de la forêt	Page 49
TABLEAU N°10 : Destination des produits collectés	Page 51
TABLEAU N°11 : Utilisation des bénéfices.....	Page 52
TABLEAU N°12 : Recours au médecin traditionnel des paysans	Page 54
TABLEAU N°13 : Destination de la production agricole.....	Page 56
TABLEAU N°14 : Relation entre rendement et FP	Page 57
TABLEAU N°15 : Rendement agricole.....	Page 57
TABLEAU N°16 Mode d'accès à la terre.....	Page 58
TABLEAU N°17 : Les besoins en terre	Page 59

LISTE DES FIGURES

FUGURE N°1 : Répartition dans les associations paysannes	Page 42
FIGURE N°2 : Perception sur l'importance de la protection de la FP	Page 43
FIGURE N°3 : Apport de la protection de la forêt dans la vie socio-économique	Page 45
FIGURE N° 4 : Type de produits prélevés.....	Page 50
FIGURE N°5 : Lieux de collectes de bois	Page 53
FIGURE N°6 : Les diversités de culture	Page 55

LISTE DES CARTES

CARTE N°1: Localisation du Fokontany Ratsianarana dans la Commune Rurale d'Ambohitralanana	Page 15
CARTE N° 2 : Zonage des COBA	Page 36

INTRODUCTION GÉNÉRALE

a) Contexte global :

Depuis les années 1970, les menaces sur la biodiversité planétaire, ont suscité de vives inquiétudes de toute part si bien que le sujet est devenu au cœur des débats et des préoccupations mondiales. La conférence de Rio, ou Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement (CNUED), en juin 1992, fut l'une des plus importantes conférence mondiale qui reflète cette prise de conscience sur la nécessité de gérer les questions environnementales à l'échelle planétaire. En effet, il a été démontré que les menaces qui pèsent sur l'environnement sont perçues comme pouvant être une entrave majeure pour le développement durable de la société humaine. Ainsi, dès les années 1990, la question du développement social et économique s'est adjoint aux enjeux liés à l'environnement naturel.

Par ailleurs, face au constat d'échec des projets de développement déjà réalisé, la définition d'une nouvelle approche du développement a été primordiale. Cette nouvelle approche consiste à une approche participative dont le but est de faire de la population un acteur et en même temps un bénéficiaire du développement et ceci dans tous les domaines, principalement l'environnement. À cet égard, les savoirs faire de la population locale ont été reconsidérés comme étant, non plus un facteur de dégradation de l'environnement mais les garants d'une gestion rationnelle de l'environnement .Par conséquent, on a assisté au retour des paysans dans le processus du développement durable.

Madagascar est un pays exceptionnellement connu par sa richesse naturelle qui lui permet de figurer parmi les sept pays génétiquement les plus riches de la planète en matière de biodiversité. Cependant, face à la situation alarmante sur la dégradation de sa biodiversité, les institutions environnementales, publiques et privées sont à cheval pour mettre en œuvre des stratégies et des politiques efficaces pour la protection de ces ressources naturelles. À cet effet, à l'issue de la déclaration de Durban en 2003 adopté par Madagascar, l'utilisation durable des ressources naturelles(RN) devient actuellement une préoccupation sociopolitique dominante posée à tous les niveaux : local, régional et national, surtout vers la fin de la troisième République par la vision « Madagascar Naturellement ».

Cependant, face à une capacité de la charge limitée de la nature, l'hypothèse de recourir à la gestion communautaire des RN paraît fournir une réponse adéquate à cette problématique.

C'est ainsi que l'adoption d'une loi sur le transfert de gestion locale des ressources naturelles appelé communément GELOSE ou Gestion Locale Sécurisée, a vu le jour en 1996. En parallèle, la politique foncière de Madagascar redécouvre le droit coutumier.

Dans cette optique, la reconnaissance des droits locaux, coutumiers et ancestraux, des autochtones est indispensable afin d'impliquer la population à la conservation de l'environnement et au développement local, d'où le concept de Communauté de Base (COBA) ou Vondron'Olona Ifotony (VOI). C'est dans cette perspective qu'il nous paraît opportun d'étudier : « la gestion paysanne des ressources naturelles et dynamiques sociales : Cas de la gestion de la forêt primaire du Fokontany Ratsianarana, dans la commune Rurale d'Ambohitralanana (Région SAVA). »

b) Motifs du choix du thème et du terrain

Le thème a été choisi, car nous voulons approfondir les relations entre les sociétés rurales et les « patrimoines naturelles », tout en mettant l'accent sur les transformations des modes de vie sociale et productive des paysans. De plus, étant donné que la société rurale malgache satisfait leurs besoins quotidiens par l'exploitation des ressources naturelles (sans négliger la part de la société urbaine), il permet de voir la dynamique de perception de l'utilisation des ressources naturelles selon une optique rurale et urbaine. Enfin, dans le contexte actuel, où Madagascar cherche à se développer, il est également intéressant de poser la question sur la dynamique Nord-Sud sur ce concept de protection de l'environnement et de développement durable.

Quant au choix de notre terrain, il a été choisi pour des raisons scientifiques, dans la mesure où nous voulons explorer un milieu non encore étudié. En effet, les études ont été déjà effectuées sur le sujet et ont tendance à marginaliser les Aires Protégées dans le district d'Antalaha.

d) Question de départ

Pour démarrer la recherche nous avons posé la question suivante : qu'est-ce qu'on entend par la gestion paysanne des ressources naturelles ? Quel est son rapport avec le développement local ? Dans quelles mesures peut-elle contribuer à la protection et à la sauvegarde de l'environnement ?

e) **Les étapes de la recherche**

Fixation des objectifs :

- La régénération des arbres et l'augmentation des ressources naturelles en quantité
- Multiplication des animaux sauvages et conservation des espèces endémiques
- Développement de l'activité génératrice des revenus sur amélioration des conditions de vie de la population
- L'amélioration de la pluviométrie

Phase de la recherche :

- Dans ce mémoire nous avons utilisé ce type de recherche descriptive dans la première partie, plus précisément dans la présentation du terrain pour décrire notre terrain.
- Pour la démarche de la recherche, il s'agit d'une démarche hypothético-déductive dans laquelle où l'on va proposer des hypothèses afin de les confirmer ou les rejeter. La première étape consiste à poser une problématique. En second, il s'agit de construire une ou plusieurs hypothèses de recherche qui est la réponse provisoire à la question de départ. Afin de réaliser notre but, il faut avoir un terrain d'enquête qui est en relation avec notre thème. Après, la recherche sera renforcée par la lecture intense des documents classiques et électroniques

f) **Plan du travail :**

Notre travail se divise en trois grandes parties :

Dans la première partie, nous aborderons la partie théorique dans laquelle nous mettrons en relief l'état des lieux et les cadrages méthodologiques. Dans la deuxième partie, nous continuerons avec les résultats obtenus sur le terrain concernant la gestion communautaire de la forêt primaire localisée dans le Fokontany Ratsianarana. Quant à la dernière partie, elle sera consacrée sur l'approche prospective et des pistes de réflexions en vue de l'implication effective de la communauté.

PARTIE I:
GÉNÉRALITÉS ET CADRAGES
MÉTHODOLOGIQUES

Dans la première partie de notre travail nous allons expliciter le concept de développement dont le but est de présenter un aperçu sur les états de lieux sur de la dégradation de l'environnement dans le Monde mais surtout à Madagascar. Ensuite nous allons essayer de caractériser notre lieu d'investigation. Enfin, nous allons détailler dans cette première partie la présentation de notre approche méthodologique et théorique utilisées tout au long de ce travail.

CHAPITRE I: Présentation du terrain et dimensions écologiques

Section 1: L'environnement dans le Monde et à Madagascar

1. La problématique de l'environnement

À partir de la deuxième moitié du XX^{ème} siècle, les préoccupations environnementales ont commencé à émerger au niveau international, aussi bien dans les Pays Développés, que dans les Pays En Voie de Développement, si auparavant, celles-ci ne sont reléguées qu'au second plan.

Dans les PD, cette problématique se pose surtout par le fonctionnement de la société de consommation qu'implique l'industrialisation massive de ces pays dès les années 1960, afin de satisfaire les besoins de la population. Par conséquent, les déchets industriels déversés sous toutes ses formes sont les responsables des graves problèmes sur l'environnement, dont les plus connus sont les pollutions (air, eau, sol), l'effet de serre, la destruction de la couche d'ozone, le réchauffement climatique ...

Mais à la grande différence des PD, les contraintes écologiques émis par les PED, à l'exemple de l'Afrique, sont dues au sous-développement et au mal développement. En effet, de nombreux problèmes environnementaux sont reliés à la pauvreté de la population contrainte d'assurer leur besoin de survie immédiate. Autrement dit, de leur état de pauvreté, la population est contrainte d'exploiter « abusivement » les ressources renouvelables ou les ressources non renouvelables) de leurs terroirs, tels que les ressources forestières, les ressources minières. Force est de signaler que les grands exploitants Multinationaux peuvent jouir des intérêts apportés par l'exploitation des ressources naturelles que les petits exploitants individuels ou familiaux.

Par la surexploitation des RN, les dommages les plus visibles dans les PED sont la déforestation et l'érosion. Il convient de noter que la déforestation prive en moyen 200 à 500 millions de personnes de leurs ressources de survie¹. Ainsi, elle représente une menace considérable en alimentation dans la plupart des pays du tiers monde.

En outre, la plus grande menace qui a suscité l'inquiétude des chercheurs scientifiques du monde entier est le changement climatique². En fait, les manifestations de ce problème sont de plus en plus visibles (augmentation de la température, montée du

¹ Source : Rapport National de suivi des OMD, 2007

² « Lutte contre le changement climatique » a été le thème de la célébration mondiale de l'environnement en 2009

niveau de la mer...) et les conséquences sur les activités et le quotidien des hommes sont énormes, à savoir les inondations et la sécheresse qui perturbent les activités agricoles, mais aussi les maladies. Mais le plus grave est celui de la difficulté d'appauvrissement en eau dans le Monde.

En ce sens, le changement climatique a dépassé le seuil d'une simple préoccupation pour se relever dans les priorités sociales et économiques étant donné les lourdes charges qu'ils représentent.

Par ailleurs, la pression démographique, bien qu'elle soit indépendante du changement climatique aggrave les effets de ce dernier. Aujourd'hui peuplée de six milliards d'habitants, la satisfaction des besoins en matières première et en terre devient de plus en plus difficile d'autant plus que la population s'accroît à un rythme galopant, surtout dans les pays du Sud.

La conséquence sur l'environnement est qu'une population nombreuse ou dense serait plus encline et à dégrader l'environnement³. En revanche, force est de souligner que, l'exploitation des RN ne concerne pas uniquement les activités économiques, mais également certaines activités relevant du domaine culturel, tel l'accomplissement de certains rites médicaux-magiques et magico-religieux.

2 Aspect de l'environnement à Madagascar

2.1 Richesse de la biodiversité

Du point de vue de la biodiversité, Madagascar est l'un des endroits les plus riches de la planète en matière de faune et de flore. Du fait de l'abondance des forêts tropicales de l'île représentent 5% des espèces répertoriées dans le monde, en plus elle représente un taux d'endémicité à 90%. Cette richesse en patrimoine écologique confère à l'île sa place de cinquième rang (sur dix-sept) au classement « Global biodiversity hot spots »⁴. Autrement dit, Madagascar fait partie des catégories des B7, à savoir les « sept pays les plus importants de la planète en terme de biodiversité et dont le poids écologique à l'échelle mondiale est comparable au poids économique du G7⁵ »

³Théorie malthusienne sur les rapports entre population et l'environnement

⁴ Philippe KARPE, docteur- HDR en droit des universités de Paris et Strasbourg, chercheur au Cirad, UPR BSEF, spécialiste en droit de l'environnement, gestion des ressources naturelles et gestion intégrée des zones côtières.

⁵ In <http://www.usaid.gov>

2.2 Handicap de l'environnement

À l'instar des autres PED, qui ont cette potentialité en matière environnementale, les menaces tendent de plus en plus à la dégradation de l'environnement et donc à un souci de développement économique et durable.

Pourtant pour les Malgaches, les forêts constituent une ressource très indispensable dans le quotidien tant sur le plan socioculturel mais surtout économique.

La cause anthropique, reste la plus déterminante dans la mesure où une grande proportion à 90% de la population reste tributaire permanente des ressources naturelles dont 75% de la population rurale. D'une manière générale, le problème de l'environnement se manifeste par la déforestation et l'érosion⁶. Mais d'autres causes économiques et sociologiques ont aussi un lien direct à la dégradation des ressources naturelles, à savoir : les moyens de subsistance, les facteurs socioculturels et structurels.

a) Les facteurs économiques

Tout d'abord, force est de noter que l'économie Malgache dépend des ressources naturelles pour au moins 50% et neuf emplois sur dix y sont directement, à l'exemple de l'exploitation des charbons de bois et le bois de chauffe, sur lequel dépend encore plus de 80% des ménages, les activités agricoles, de l'artisanat et les offres relatifs aux activités touristiques. Comme nous l'avons dit précédemment, l'activité agricole reste le principal moyen de subsistance des ruraux. Pourtant les techniques agricoles engendrent des conséquences néfastes sur l'environnement.

b) À travers les facteurs socioculturels

À travers les facteurs socioculturels, se pose comme blocage le respect de certaines pratiques. Comme nous le connaissons, le « Tavy » n'est pas seulement un système de production mais surtout un rituel ancestral ayant lien à des pratiques spirituelles et religieuses, et marquant l'identité de certains groupes de la population. Par ailleurs, dans le cadre de la dynamique d'extensification des terres, le système de gestion foncière traditionnelle est souvent contradictoire pour faire les règles officielles et les lois relatives à la gestion des espaces forestières en vigueur dans les pays. En effet, pour la population

⁶ Geodefroid,S,2007, « Quel développement à Madagascar »,Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, Etudes rurales.

rurale les terrains domaniaux défrichés et mis en valeur deviennent automatiquement leurs propriétés privées.

Enfin, l'accroissement démographique galopante, à 2,5% par an s'aggrave par la paupérisation et entraîne des pressions démographiques très importantes au niveau des zones de production agricole et des zones d'exploitation des ressources naturelles ; du fait que les ménages sont obligés d'adopter des stratégies économiques de pluriactivité pour pouvoir satisfaire leur besoin.

C) Les causes structurelles

Les problèmes aux niveaux structurels ne sont pas négligeables. Les changements apportés dans l'administration sur la bonne gouvernance, traduisant les principes de démocratisation et de décentralisation sont mal compris tant du côté de la population que du côté des administrations elles-mêmes. Par conséquent, une telle incompréhension s'est soldée par un délabrement de l'opinion publique et par une désaffectation de l'application des lois existantes, par laquelle se sont traduit par l'inefficacité des responsables, complètement dépassés par la dégradation en spirale de l'environnement.

Enfin, il y a lieu de dire le regain de plus en plus accentué des commerces illicites sur l'exportation des produits issus des produits biologiques comme les huiles essentielles, et l'exportation massive des bois précieux.

3 .Couplage du développement durable et de l'environnement à Madagascar

Actuellement, les pays en voie de développement mettent essentiellement l'accent sur la lutte contre la pauvreté et fait de celui-ci l'objectif majeur de leur politique de développement. De plus, la lutte contre la pauvreté constitue une condition majeure pour obtenir des aides financiers de la part des partenaires de développement, c'est-à-dire les bailleurs de fonds.

Cependant, avec la montée en puissance de la notion de DD, la dimension économique à travers la valorisation de la biodiversité est actuellement au cœur de la préoccupation de l'État Malagasy. En fait, il s'agit d'un développement durable qui repose sur « le maintien de services écologiques et de l'utilisation durables des RN pour la réduction de la pauvreté ».

Aussi, l'importance particulière est de concilier le domaine de l'environnement dans toutes les politiques de développement étant donné que leur interdépendance est consacrée pour l'avenir de l'humanité. De plus, comme nous l'avons déjà annoncé auparavant la DD veut mettre en avant le développement du monde rural.

Pour le cas de Madagascar, l'institutionnalisation de la «Charte de l'environnement» en 1990(révisé en 2004), l'approche holistique qui est la base de la Politique Nationale de l'Environnement, symbolise déjà la conviction du pays à concilier l'homme et l'environnement pour les amener en symbiose selon une conception de développement durable.

Depuis, la priorisation de l'environnement dans les politiques de développement a été concilié avec celui du développement du milieu rural, étant donné le poids de celui-ci sur l'économie du pays. À cet égard, les « feuilles de routes » qui se sont succédés dans le pays ont mis en exergue ces perspectives, en l'occurrence avec le DSRP ou (Document Stratégie pour le Réduction de la pauvreté) en 2003, qui a priorisé le développement du milieu rural selon un cadre référentiel qui se concentre sur une politique de la relance de la production agricole concilié avec la préservation de l'environnement et la gestion rationnelle des espaces ruraux.

3.1 Gestion Communautaire des Ressources Naturelles (GCRN)

Suite à la conférence de Rio en 1992, une conception plus anthropocentriste a consacré « le rôle des communautés autochtones et des communautés locales dans la conservation et l'utilisation durable des éléments constitutifs de la diversité⁷ ». À cet effet, la mise en œuvre de la stratégie de gestion communautaire des ressources naturelles est devenue primordiale dans politique environnementale de nombreux pays, y compris Madagascar. Tout d'abord, cette politique de gestion vise à sa base la reconsidération de la place des paysans longtemps considéré comme « les utilisateurs archaïque » de l'environnement et à restituer une place centrale aux populations locales, grâce à la participation de ces dernières dans tous les projets de développement socio-économiques et écologique. En effet la population locale joue un rôle vital dans la gestion de l'environnement et du développement du fait de leurs savoirs et de leurs pratiques

⁷AUCLAIR Laurent, ASPE Chantal, 2003, in « Le Retour des paysans à l'heure du Développement Durable », IRD Edition. Economie Humaine / EdiSup.p10

traditionnelles. Fondée sur une approche participative, puisque c'est dont il s'agit, elle a pour but de :

- Résoudre les problèmes de l'appropriation foncières et des RN, source de conflits sociaux et de dégradation de l'environnement.
- Valoriser les spécificités socioculturelles des communautés autochtones, garant du respect de leur mode de vie traditionnelle, comme l'énonce l'article 8J sur la Convention sur la Diversité Biologique (CDB)⁸

De par ces objectifs, la GCRN nécessite des stratégies sur l'intégrité écologique, la légalité et la légitimité de l'accès aux ressources naturelles, les acteurs locaux, les dynamiques foncières ainsi que les profits économiques des villageois.

Par ailleurs, force est de noter que c'est une politique volontariste, qui requiert l'initiative propre de la population concernée à négocier et à signer des contrats de gestion avec d'autres acteurs publics et ou privés. Ainsi, c'est une nouvelle forme de gestion public, qui soit ni du tout de l'État, ni du marché international.

3.1.1 Le cas malgache

En ce qui concerne Madagascar, deux facteurs ont été à l'origine de la politique de GCRN. D'une part, le contexte international, dans les années 1980 des principes ont changé la nouvelle donne en matière de développement, celui de l'intégration du facteur humain. D'autres parts, il y a eu les conséquences graves de la période des crises économiques du pays et aussi, la politique du centralisme étatique de l'époque qui a entraîné de nombreux problèmes liés aux libertés d'accès aux ressources et de sécurisation foncier surtout en milieu rural.

Afin de résoudre ces problèmes et d'atteindre le Développement Durable, l'État Malgache a décidé de redonner à la population la maîtrise de leur condition d'existence. À Madagascar, deux mécanismes principaux sont utilisés : la GELOSE et les contrats de Gestion Participative Forestière (GPF) ou de Gestion Contractualisée Forestière (GCF). Actuellement, l'objectif de l'État dans cette politique de GCRN sera d'atteindre à terme 4.000.000 d'ha de forêt à transfert durant cinq années.

⁸L'adoption de cet objectif est relative à la prise en compte de la dimension culturelle dans la sphère du développement par l'UNESCO en 1980.

Ici il convient de rappeler que l'adoption du transfert de gestion fait partie du programme environnemental ou PE II (1997-2002) et surtout favorisé par l'engagement de l'État malgache dans la politique de décentralisation au début de la Troisième République.

3.1.2 La Gestion Locale Sécurisée (GELOSE)

Suite de l'adoption du décret N°96-025) du 30 septembre 1996 relatif à la gestion locale sécurisée des ressources naturelles, et vulgarisée sous l'application GELOSE, ce type de transfert a pour but de mettre en place un mode de gestion consensuelle basée sur l'objectif de développement durable. Elle a pour objectif la valorisation des terres, de la biodiversité et des ressources naturelles renouvelables, au profit des communautés et des régions, à savoir l'écotourisme, la pisciculture, les travaux artisanale, etc., selon un contrat passé entre les communautés villageoises et les entités publiques et privées.

En outre, la GELOSE donne aux villageois l'utilisation formelle des terres de leur terroir, de ce fait la sécurisation foncière relative(SFR) constitue l'une des mesures d'accompagnement du contrat.

Dans cette démarche patrimoniale que représente la GELOSE, l'approche participative de la population locale est la condition sine qua none pour pouvoir mener le transfert de gestion.

Par conséquent, la représentativité légale et légitime de la communauté villageoise est indispensable que symbolise le concept de la communauté de Base ou COBA.

En ce qui concerne l'association COBA, c'est avant tout la porte-parole de la communauté villageoise dans tout le processus de transfert de gestion. Elle est constituée par un groupement volontaire d'individus unis par les mêmes intérêts et obéit à des règles de vie commune et qui regroupe à la base sociale et spatiale, selon le cas des habitants d'un hameau, d'un village, ou d'un groupe de villages. Elle est dotée de la personnalité morale et dispose d'un règlement intérieur ou « DINA »⁹ établi, adopté et modifié par l'assemblée générale afin de mieux gérer les exploitations des RN renouvelables dans la communauté.

Section 2: La réalité du système foncier à Madagascar

Dans la charte de l'environnement, celui de la sécurité foncière figure parmi les objectifs prioritaires. En effet, dans la mesure où l'environnement sert de support à de

⁹Convention faite par les membres d'une société, d'un village, d'une caste : ABINAL et MALZAC, 1995, Dictionnaire malgache-français, paris, Ed. Martines et Coloniales, p.105.

nombreux opérateurs de développement, c'est la protection de la forêt dans la pratique de la gestion durable des RN qui oblige à tenir compte du foncier local et des stratégies d'aménagements de l'espace par les groupes sociaux.

1. Modes d'accès à la terre

En général, la forme d'appropriation foncière à Madagascar reste fortement traditionnelle, même si le système juridique ne reconnaît que deux formes d'appropriation légale ; celui de la propriété individuelle et de la propriété de l'État.

1.1 La transmission intergénérationnelle

C'est le plus répandu, car il constitue 73%¹⁰ du mode d'accès à la terre dans le pays. En fait, la transmission par génération, comme son nom l'indique consiste à transmettre la terre aux générations, en ce sens que la terre devient un héritage ou un « don » hérité des ancêtres.

Quant au mode de transmission, cela se fait selon une règle sociale plus ou moins déterminé, souvent par voie patrilinéaire, ce qui explique la préférence des femmes à épouser des étrangers afin d'accaparer des nouvelles terres, parfois cela se passe par ordre d'aînesse.

1.2 L'achat de terres

La marchandisation des terres agricoles reste restreinte à Madagascar. En fait, si presque les trois quarts des parcelles ont été acquises par héritage, 13% seulement des parcelles ont été achetées. D'ailleurs, les ménages riches achètent plus de terres que les ménages pauvres. À titre d'illustrations, 20% des ménages les plus riches ont acheté leurs parcelles contre 7% seulement des plus pauvres.

2 Problèmes du système foncier malgache

À Madagascar, le domaine foncier se trouve dans une tourmente d'insécurité foncière surtout en milieu rural. Ce problème s'explique en grande partie par la coexistence d'un double système de normes, de règles et d'instances. Il y a d'un côté l'émergence de l'État moderne et les changements du système local coutumier d'un autre côté.

¹⁰ Source : Calculs sur la base de l'EPM 2001, INSTAT-DSM

2.1 La législation foncière

Depuis longtemps jusqu'à la réforme de 2005, pour le droit moderne malgache, la sécurisation foncière passe par l'unique voie de la détention d'un titre foncier.

Pourtant après un demi-siècle d'application, la réalité révèle une très faible proportion des terres immatriculées à seulement 21% en 2001 avec une répartition très hétérogène sur le territoire National et une grande inégalité entre les plus riches (42%) et les plus pauvres (22%).¹¹

2.2 Évolution du système foncier coutumier

Les pratiques dites coutumières sont la base de la gestion de terre. Cependant, le système lui-même est actuellement fragilisé. En effet, ce système a connu d'importantes évolutions, outre sous l'impact des législations foncières, il y a également les influences des facteurs à la fois démographiques, économiques et sociaux. Sur le plan politique, le changement des modalités successives d'organisation du pouvoir politique et administratif, les mouvements migratoires, les systèmes de crédits et l'endettement sont également des phénomènes qui ont conduit à déséquilibrer les systèmes fonciers locaux.

Par conséquent, la coexistence de ces deux types de systèmes « légal-légitime » engendrent depuis quelques années des conflits fonciers qui mettent en enjeux divers protagonistes entre les paysans et l'État puis entre les paysans et les citoyens et même entre paysans.

2.3 La nouvelle politique foncière

Depuis 2003, Madagascar s'est engagé, à travers son Programme National Foncier(PNF), dans un processus de sécurisation foncière. Ce programme foncière vise à mettre en adéquation les pratiques foncières réglementaires, dont la paralysie a depuis nombreuses années, amplifié des quantités de problèmes ruraux.

Présenté officiellement en 2005 par la lettre de la Politique Foncière, cette politique novatrice s'articulera autour d'un cadre législatif rénové mais surtout sur un processus de décentralisation de la gestion foncière. À cet effet, le transfert de compétences au niveau des instances décentralisées dans la commune est important dans la

¹¹Source : Calculs sur la base de l'EPM 2001, INSTAT-DSM

mesure où une gestion locale est plus proche des administrés qui prennent en compte les besoins de la population.

Par ailleurs, afin de récuser la légalité des « petits papiers » qui circulent dans les milieux ruraux malgaches, les projets d'installation des guichets fonciers dans les 1592 communes rurales ont été définis par le Ministère chargé de la sécurisation foncière, qui n'est autre que le Ministère de l'Agriculture de l'Élevage et de la pêche(MAEP).

La création de ces niveaux intermédiaires dans les modes de sécurisation permet de maintenir le tirage individuel, c'est-à-dire la propriété individuelle, comme sécurisation foncière maximale, mais aussi de reconnaître des niveaux intermédiaires de sécurisation, comme le certificat foncier, élément essentiel de la nouvelle gestion foncière.

Par conséquent, la mise en place d'un guichet foncière par commune serait un atout non seulement par son coût mais par sa proximité à la population.

Section 3: Présentation du milieu d'étude

Dans ce chapitre les particularités de la Fokontany Ratsianarana seront détaillées aussi bien que dans son aspect socioculturel qu'économique.

1: Description générale du Fokontany Ratsianarana

1.1 Localisation du site

Selon la division administrative, Ratsianarana fait partie des 11 Fokontany qui composent la Commune Rurale d'Ambohitralanana.

Il se trouve dans la partie Nord-est de la commune dont la limite est le Parc National Masoala. Le Fokontany se situe à environ 85km au Sud -Est du chef de lieu du district d'Antalaha, dont 10km est une route bitumée, et le reste est de nature en piste. Aussi, elle est accessible en voiture en période sèche. Le Fokontany Ratsianarana fait partie de la commune rurale d'Ambohitralanana dans le district d'Antalaha appartenant à la Région SAVA.

1.2 Situation administrative

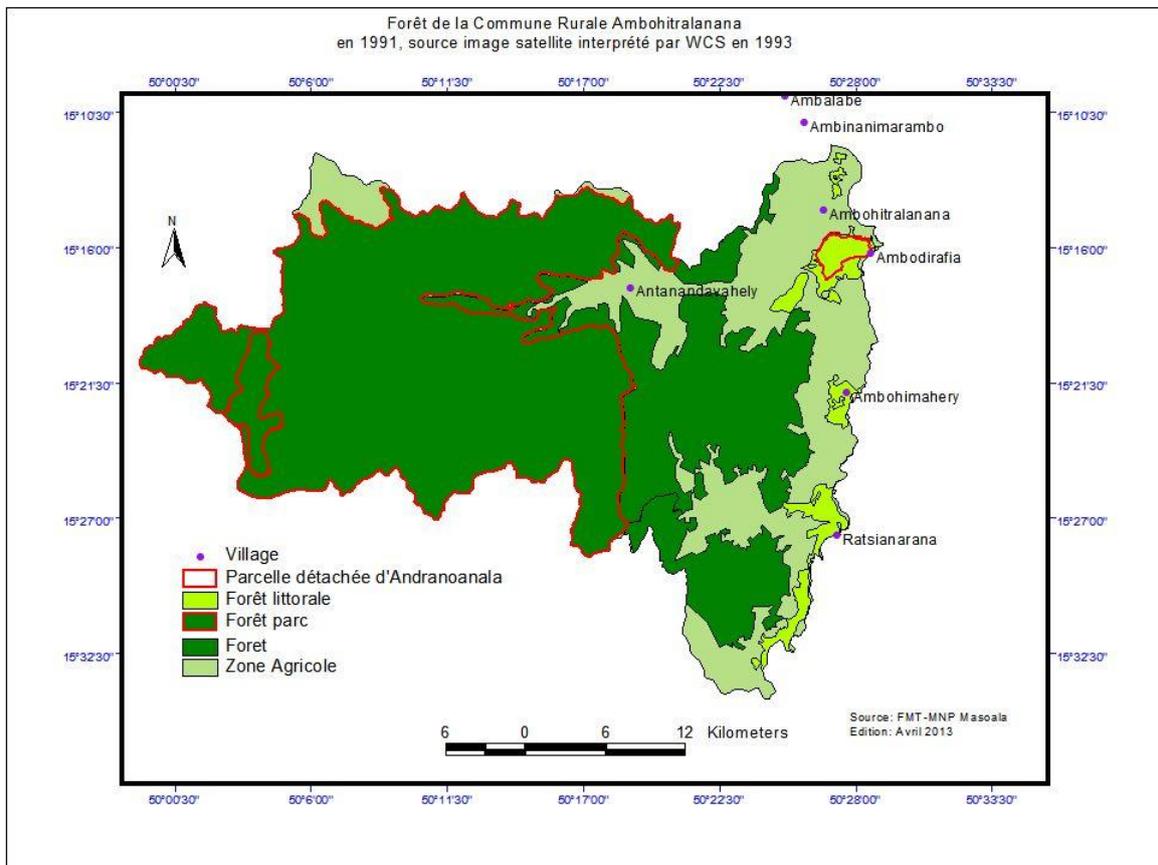
Sur une superficie de 45km², le Fokontany Ratsianarana est subdivisé en onze hameaux, à savoir : Ambodivato, Ambodiantafana, Antsakareva, Ampampamena, Barahana, Iharabe, Marosaina, Sarahandrano, TanambaoV, Tanambao Inde, Tsaratanana.

1.3 Situation géographique

Le Fokontany Ratsianarana est situé dans le district d'Antalaha, entre 50°407' longitude Est et 15°487' latitude Sud dans la section Antalaha sud.

Le terroir du Fokontany Ratsianarana est limité au Nord par le fleuve Bevonto, au Sud par Parc National Masoala, à l'Est par la montagne Sahalava- Antsahavendrana et à l'ouest la montagne Ankona.

CARTE N°1: Localisation du Fokontany Ratsianarana dans la Commune Rurale d'Ambohitralanana



Source : FTM-MNP Masoala, Avril 2013

2 Les paramètres physiques:

2.1: Les Reliefs de la commune rurale d'Ambohitralanana

La presqu'île Masoala, un demi-horst triangulaire de 65 km à la base et 80 km de hauteur, correspond à un escalier de failles. Elle est constituée d'une zone montagneuse hachée par plusieurs systèmes de fractures issues de la tectonique cassante relative à la séparation de l'Inde avec Madagascar. Cette dernière confère à Masoala un relief extrêmement compartimenté et très accidenté. Le relief de cette île est très dissymétrique avec un versant occidental très abrupt et un versant oriental beaucoup moins accentué. Le relief de la commune peut être regroupé en deux unités morphologiques distinctes, à savoir la plaine littorale et les paysages collinaires.

2.2 L'hydrographie

La commune rurale d'Ambohitralanana est drainée par cinq fleuves, qui constituent les exutoires de cette zone. Ce sont, du Nord au Sud, Onive, Nasimamangy, Lalogno, Ratsianarana et Antsahambavy. Parmi eux, seuls Onive et Ratsianarana sont des véritables grands fleuves dans cette commune. Ratsianarana prend sa source à 34km de son embouchure, il n'a pas de grande ramification mais seulement une trentaine de petits affluents divergeant de part et d'autre du fleuve. Il traverse la forêt primaire depuis Sarandrano, à 12 km de l'embouchure, son cours inférieur à une profondeur moyenne de 2 mètres.

3 Paramètres climatiques

3.1 Pluviométrie

Sur la côte Est de la presqu'île Masoala la pluviométrie augmente du Nord au Sud, allant de 2212mm/an à Antalaha, 750mm/an à Cap Est, 3054mm/an à Cap Masoala et 3751mm/an à Maroantsetra. Cela est dû à la position de l'Anticyclone des Mascareignes par rapport à ces stations. Le nombre de jours de pluies varie de 15 à 23 par mois dont la moyenne est de 18 jours durant la période de 1951 à 1980. Il pleut pendant 22 jours par an.

3.2 Température

La commune rurale d'Ambohitralanana bénéficie d'un climat tropical chaud et humide de type océanique. L'influence de la mer y est très significative aussi bien sur la pluviométrie que sur la température. En effet, pendant l'hiver la mer plus chaude réchauffe la terre plus froide. Tandis qu'en été, la mer plus froide adoucit la

température terrestre plus chaude. Dans ce cas la température de la commune ne va pas être ni trop basse ni trop élevée. Donc la mer demeure un modérateur ou un régulateur thermique pour les zones côtières.

3.3 Climat

Durant toute l'année, la commune est caractérisée par deux saisons : la saison de pluie et celle de pluvieuse. La première commence à partir du mois d'octobre jusqu'au mois d'avril : saison chaude et sèche le mois d'octobre et de novembre, et la saison pluvieuse depuis le mois de décembre jusqu'au mois d'avril ; une période chaude et pluvieuse (inondations, cyclones).

La deuxième saison du mois de mai jusqu'au mois septembre : la baisse de température et la fraîcheur commence le mois de juin jusqu'au mois août et la pluie tombe presque chaque jours.

4 Les Paramètres biotiques

4.1 La végétation

➤ La forêt primaire

Il s'agit forêts denses humides et sempervirents Les canopées sont fermées avec une hauteur de 25 à 30m. Les émergents peuvent dépasser plus de 50m de hauteur. Les sous-bois et la litière au sol sont très pauvres. La lumière ne parvient pas au sol, du fait des frondaisons très serrées et continues. C'est une forêt composée de trois strates supérieure est dominée par des épiphytes.

➤ La forêt secondaire ou *Savoka*

Ce type de formation varie dans le temps et dans l'espace. En effet dans la commune rurale d'Ambohitralanana, étant exposé au vent elle s'est humidifiée. La savokade premier degré est constituée en majeure partie par des *harongana* (*harunganamadagascariensis*). Puis lorsque le sol s'est épuisé, cette dernière devient *dusavokalingoza* (*Aframomum angistifolium*) et à *ladingadingana* (*Psidiaaltissima*). Cette seconde formation végétale tend vers la savanisation.

4.2 La faune

Ce type d'habitat est parmi le plus rare et pourtant le plus menacé aussi bien dans la commune que sur tout le versant oriental malgache. Ce type de forêt occupe la plus grande étendue de la commune avec plus de 38574ha de superficie. Il est très riche aussi bien en espèces qu'en genres et en familles. D'après un inventaire dans la presqu'île, plus de 600 espèces végétales, réparties dans 400 genres et plus de 100 familles, ont été recensées (M.B.G et P.C.D.I. Masoala). Ce type de formation végétale se trouve à partir du village d'Antanandavahely sur le bassin versant de l'Onive et du village de Sarandrano dans le bassin versant du fleuve Ratsianarana.

4.3 La flore

La composition floristique est caractérisée par ces espèces suivantes: Canarium (Burseraceae), Ocotea(lauraceae), Symphonia (clusiaceae), Tambourissa (monimiaceae), Weinmannia (cunoniaceae), Intsia (fabaceae), Diospyros (ebenaceae),Uapaca (uapacaceae) et d'autres familles telles que les Sapotaceae, les Euphorbiaceae, les Myrtaceae et les Sarcolaenaceae.

5 Les paramètres socioculturels

5.1 L'origine de la population

Le peuplement de la presqu'île Masoala et la partie sud d'Antalaha a concorde avec l'extension du royaume Betsimisaraka vers le Nord au début du XVIII^e siècle. D'après les enquêtes faites auprès des "Tangalamena", la population de la Fokontany venaient de Mananara Nord et de

Maroantsetra. Ceci est confirmé par l'existence du clan "Antimanagnara" dans la Fokontany qui sont des peuples primitifs de cette région. Ils seraient venus par bateaux. Faute de sources historiques écrites, on ne sait rien sur ce village .

5.2 Les conditions de peuplement

En général le réseau hydrographique favorise la création des hameaux et des villages car il constitue la meilleure voie d'accès et de communication. Au début, les populations s'installèrent sur les côtes, puis elles ont remonté vers l'intérieur en empruntant les fleuves et les cours d'eau. Dans la fokontany, presque tous les villages et hameaux se trouvent aux abords des cours d'eau et de mers.

La création de la réserve naturelle intégrale de Masoala en 1927, a aussi des influences sur l'installation humaine dans la commune. Cette réserve intégrale est limitée au Nord-Ouest par le fleuve Onive, à l'est par la mer (à l'exception du village d'Ambohitralanana, de Ratsianarana et d'Ambodirafia) et au Sud par le fleuve Ratsianarana.

5.3 Les us et coutumes

Ils s'agissent des tabous et la pratique de Tavy. Ces phénomènes sociaux attachent fortement les populations locales à leurs ancêtres et les nouent énormément les unes des autres.

5.3.1 Les Tabous

Les populations dans la Fokontany Ratsianarana sont fortement croyantes et dépendent beaucoup des forces surnaturelles invisibles : les tabous(fady).

Ces derniers peuvent venir des ancêtres et transmis de génération en génération. Par exemple, travailler le mardi et le jeudi est formellement interdit dans cette fokontany. Ces tabous sont littéralement respectés par les populations, qui croient que le non-respect à de ces tabous peut rendre malade et provoquer la destruction des récoltes dans les champs.

5.3.2 La pratique du Tavy

C'est une forme de mise en valeur la plus vieille et la plus répandue dans la commune. Elle n'est pas seulement une technique agricole mais aussi une forme de religion. En effet, avant le défrichement les paysans font des expiations aux ancêtres, c'est le « jorosavoka ». Ce dernier est la demande d'accès du terrain aux ancêtres. Pour eux, la négligence de ce rite engendrerait des choses maléfiques et de mauvaises récoltes.

5.4 Données démographique

TABLEAU N°1: Effectif de la population dans le fokontany Ratsianarana

Age et sexe	[0-5]		[6-17]		[18-59]		60-+		TOTAL
	H	F	H	F	H	F	H	F	
Effectif	186	205	290	287	611	634	79	98	2390

Source : CRA, en 2012, enquête personnelle

Actuellement, la population de la communauté Ratsianarana est estimée à 2700 personnes d'où les femmes et les enfants sont majoritaires. En effet, ces deux catégories constituent 60% de la population. Pour la taille de ménage, elle est de 5 personnes.

5.5 Organisation sociale

5.5.1 La santé

La communauté Ratsianarana possède un(01) Centre de Santé de Base niveau 1 (CSBI), réservé aux trois Fokontany les plus éloignés au Sud de la commune.

Malgré les deux hôpitaux, les problèmes existent toujours au niveau de la population, car il y a toujours des obstacles à ce niveau, ce qui entraîne la diminution des nombres de consultation au niveau des hôpitaux, la population pratique l'automédication dont les raisons sont les suivantes : éloignement des centres de santé de base par rapport aux autres Fokontany et l'insuffisance du personnel médical.

5.5.2 L'éducation

Pour ce qui est de l'infrastructure scolaire, l'école primaire et secondaire publique ne manquent pas. En effet il existe deux Écoles Primaires publiques(EPP). En revanche, les élèves doivent être obligés d'aller à Commune Ambohitralanana pour pouvoir continuer leurs études secondaires.

6 Activité économique dans le Fokontany

6.1 L'agriculture

Elle est la base des occupations paysannes dans la fokontany. Il y a deux systèmes de mise en valeur qui sont la riziculture irriguée et la culture sur brûlis.

➤ **La riziculture irriguée**

Elle est caractérisée par des différentes phases de préparation. Tout d'abord, elle commence par la préparation de semis et le patinage des rizières. C'est après le patinage que commence le repiquage, suivi ainsi par le sarclage. Le gardiennage, la récolte et le séchage terminent le cycle de cette activité.

➤ **La culture sur brûlis**

Elle est caractérisée par le défrichement suivi par le séchage ainsi que le brûlage. Dans la Fokontany, le défrichement commence au mois de septembre et octobre et puis le séchage et brûlage se dérouleront entre les mois d'octobre et de décembre. Ainsi le semis se déroule entre novembre et janvier. Et le sarclage ne dure que 2 mois : janvier et février. Le gardiennage au mois d'avril et s'enchaîne par la récolte aux mois de mai et juin.

6.2 L'élevage

Après l'agriculture, l'élevage vient en seconde place dans les occupations paysannes dans la fokontany. L'élevage bovin tient le premier rang car les bovidés sont très importants dans la vie des Betsimisaraka. Ils pratiquent l'élevage extensif et contemplatif avec de méthodes encore très rudimentaires.

D'après le PCD 2007, la commune rurale d'Ambohitralanana possède 788 têtes de bœufs, 70 têtes de moutons et 76 têtes de porcs.

6.3 La pêche

Parmi les 11 Fokontany dans la commune, huit d'entre-deux sont situés sur la côte, bénéficiant ainsi des produits halieutiques. La pêche est l'activité principale des habitants littoraux. Ils sont encore des petits pêcheurs qui pratiquent la pêche traditionnelle. Ils utilisent à la fois la pêche à filet et la pêche en ligne. Ils utilisent aussi la pirogue monoxyle à ramer ou à voile. Les produits obtenus sont encore

traités soit avec des feux ou des sels pour avoir les poissons fumés et les poissons salés. La congélation des poissons est encore absente dans cette zone.

6.4 L'artisanat

Il s'agit de la transformation des ressources naturelles en objet de consommation. Les matières premières utilisées sont les produits forestiers secondaires tels le *penja*(cypéracées), le *horefo* (*cyperuslatifolius*), *lerambo* (*pandanus*), et le *rafia* (*raphia madagascariensis*). La présence du grand marais engorgé de différents types de cypéracées est l'apanage de cette activité. C'est ainsi que le tressage est omniprésent dans chaque Fokontany dans cette commune.

Les femmes sont les premières actrices de ce métier. Le tressage est souvent exécuté durant les jours« fady », c'est-à-dire le mardi, le jeudi et le dimanche. Les articles obtenus sont les soubiques, les nattes, les chapeaux et les cartables. D'après le PCD2007, la commune rurale d'Ambohitralanana fournit chaque année 16000 soubiques, 1500 nattes en *penja*, 1200 nattes en *horefo*, 800 chapeaux en *penja*et 300 cartables.

En conclusion, la communauté rurale Ratsianarana regorge de grandes potentialités que ce soit sur le plan économique mais aussi sur le plan de l'environnement, par la présence du parc forestier. Dans le but de valoriser ces potentialités, la mise en place de la gestion communautaire des RN a été considérée par les dirigeants, comme un moyen efficace de développement local.

Mais pour mieux appréhender les réalités de cette politique de protection de l'environnement, il nous semble opportun d'avancer dans le dernier chapitre les méthodologies de recherche sur lesquelles sont basées notre étude.

CHAPITRE II: Cadrages théoriques et différents concepts clés

SECTION 1. Cadrages théoriques

Pour le cas de notre recherche, nous aborderons différentes branches de la sociologie. Par ailleurs, nous utiliserons également la sociologie du développement et la sociologie de l'environnement.

1. Sociologie du développement

Tout d'abord, force est de reconnaître que la définition du terme développement est vague et complexe. Dans le « Dictionnaire critique de la sociologie », BOUDON et BOURRICAUD¹², le définit comme un processus complexe impliquant l'amélioration sociale, économique, politique et culturel des individus et de la société elle-même.

Comme nous l'avons dit auparavant, le concept de développement, est une notion importante et incontournable dans ce travail. En ce sens la sociologie et l'anthropologie du développement va nous servir de lunettes pour appréhender ce concept.

En outre, cette discipline nous aide à savoir comment peut-on concilier la conservation avec les besoins des autochtones en vue d'un développement durable.

Par ailleurs, la sociologie de développement de DECOUDRAS, nous sera utile pour comprendre la logique de développement des paysans, quand il avance que : « les obstacles liés aux changements de comportements des paysans et de l'exploitation d'un milieu rural sont : la perception de l'espace de temps, l'organisation sociale, le manque de production ainsi que le faible niveau d'instruction et à l'accès de la technologie et enfin à la situation économique précaire. »¹³

2. Sociologie de l'environnement

Par définition, l'environnement est perçu comme l'ensemble des éléments naturels et artificiels conditionnant la vie humaine ; il englobe tout ce qui nous entoure.

En prenant la question autrement, l'environnement est constitué de ce qui n'appartient à personne, et ou qui traverse la propriété. Comme l'affirme J.WEBER¹⁴, « Mon environnement est constitué de ce que sur quoi je n'ai pas eu de prise, soit que cela ne m'appartienne pas (eau, air...) soit que cela provienne de la propriété d'autrui (pollutions diverses) ». Bref, chaque individu a une liberté d'accès sur l'environnement

À cet effet, l'évolution de l'environnement est d'abord une « évolution sociale ».

¹² R.BOUDON et F.BOURRICAUD, 2004, « Dictionnaire critique de la sociologie », Edition PUF

¹³ DESCODRAS, PM, 1997, « A la recherche des logiques paysannes », Paris, Karthala, p.34

¹⁴ WEBER, (J), 2000, « Pour une gestion sociale des ressources naturelles », in D. Compagnon et F. Constantin eds, Administrer l'environnement en Afrique. Paris Karthala.

Elle sous-entend que les problèmes environnementaux sont d'abord et avant tout des problèmes d'« appropriation », c'est-à-dire, d'« accès et de partage ».

C'est dans ce contexte que va nous servir la sociologie de l'environnement afin de comprendre les problématiques de l'environnement en mettant en exergue les relations de perceptions et d'action des différents acteurs sur l'environnement.

3. Définitions des mots-clés

Dans cette section, nous allons définir un à un les concepts-clés, selon la Loi n° 2015- 005 sur la Refonte du Code de Gestion des Aires Protégées.

- **L'Aire Protégée communautaire :**

Une Aire Protégée est instituée et gérée volontairement par les communautés locales en vue de la conservation et de l'utilisation durable des ressources naturelles pour la préservation des coutumes et du patrimoine culturel et spirituel associé ainsi que des pratiques et des usages traditionnels durables¹⁵

- **Cahier des charges :**

C'est un document détaillant les droits et les obligations régissant la gestion d'une Aire Protégée

- **La Cogestion :**

La cogestion est la coopération par le partage des responsabilités entre le gestionnaire de l'Aire Protégée et les parties prenantes concernées dans la conception et dans l'exercice des modalités de gestion.

- **Les Droits d'usage :**

Ce sont des prélèvements de ressources naturelles à des fins non commerciales pour satisfaire les besoins domestiques, vitaux ou coutumiers, de la population locale résidente. Ils sont incessibles et s'exercent dans le cadre de la Convention de la gestion communautaire.

¹⁵Assemblée Nationale Loi n° 2015- 005 sur l'adoption de la nouvelle loi portant refonte du code de gestion des aires protégées de Madagascar qui fait suite à l'engagement pris par la République de Madagascar, au congrès mondial du parc tenu à Durban en septembre 2003.

- **Gestionnaire d'une Aire Protégée :**

Toutes personnes publiques ou privées, les groupements mixtes, les groupements légalement constitués ou la communauté locale assurant la gestion de l'Aire Protégée en collaboration avec les parties prenantes concernées.

- **Les Parties prenantes concernées :**

L'ensemble des acteurs, notamment les services étatiques centraux et les services techniques déconcentrés, les Collectivités Territoriales Décentralisées, les élus, les autorités traditionnelles et les représentants des communautés locales, les organisations non gouvernementales et les opérateurs privés sont concernés par le territoire d'une Aire Protégée et de sa zone périphérique.

- **Le Plan d'aménagement et de gestion :**

C'est un document et ses annexes présentant des mesures prévues pour assurer la conservation et la gestion durable d'une Aire Protégée.

- **Les Ressources naturelles :**

C'est l'ensemble des ressources biologiques renouvelables, minérales ou pétrolières non renouvelables qu'offre l'Aire Protégée.

- **Utilisation durable des ressources naturelles :**

L'utilisation, au sens d'un prélèvement, d'une manière et à un rythme qui n'entraînent pas leur appauvrissement à long terme, sauvegardant ainsi leur potentiel à satisfaire les besoins et l'espoir des générations présentes et futures.

Section 2: Problématisation et formulation des hypothèses

1. Problématique de la recherche:

Pour pouvoir mener une problématique à la recherche, nous l'avons formulé par cette question :

- Dans quelles mesures, la gestion communautaire des forêts primaires constitue-t-elle un enjeu majeur pour l'espace rural et sur le développement local des paysans ?

2. Formulation des hypothèses

Nous avons émis deux hypothèses en guise de réponse à notre problématique, à savoir que :

- La capacité des populations locales à gérer durablement leurs ressources dans le cadre des transferts de gestions des ressources naturelles.
- La gestion des ressources naturelles suscite des questions sur la liberté d'accès et d'usage des paysans, installés depuis des années dans les zones protégées. Toutefois, cette situation pourrait entraîner des retombées plutôt négatives, car la satisfaction des besoins socio-économiques suppose que leur activité de production s'exerce dans la zone protégée.

Section 3: Les objectifs de la recherche

1. Objectif général:

Notre objectif général est d'étudier et d'analyser si le transfert de gestion des ressources naturelles dans les milieux ruraux se rend compte de la dynamique sociale existante et peut conduire au développement local.

2. Objectifs spécifiques,

Pour déterminer les objectifs spécifiques, il convient de:

- Faire une analyse diagnostique de la vie socio-économique et culturelle de la communauté rurale Ratsianarana.
- Connaitre le dynamisme des organisations paysannes dans la gestion des ressources naturelles.
- La participation et le degré d'intégration des individus membres de l'organisation.

CHAPITRE III: Méthodologie de la recherche

La méthodologie est très importante pour la recherche universitaire. Alors, pour qu'elle puisse être considérée nous allons adopter la méthodologie de recherche en sciences sociales.

Section 1: Outils utilisées

Pour cette étude, nous avons utilisé la méthode MARP (Méthode Accélérée de Recherche Participative), une approche qualitative et participative qui permet de comprendre les réalités en milieu rural à partir des perceptions de la population.

Par rapport aux autres méthodes d'enquête, la MARP, est principalement axée sur le visuel, et facilite la participation de tous et présente donc des avantages lorsque les personnes enquêtées sont analphabètes.

Pour les référentiels, nous avons opté pour une vision à la fois micro et macrosociologique selon la conception holisme de Durkheim et de l'individualisme méthodologique de Weber. Par ailleurs, d'autres théories ont été utilisées, à savoir, le structuro constructive de Bourdieu qui nous est utile pour l'étude du rôle d'interaction de l'acteur individuel au sein de la société dans le cadre de la gestion communautaire. En outre, cela permet de prendre en compte la dimension symbolique de la réalité sociale. Le fonctionnalisme systémique de Talcott nous paraît être un cadre approprié pour l'étude du fonctionnement de la société rurale. Enfin, la théorie de la psychologie environnementale va nous servir de lunettes pour analyser la perception paysanne sur l'environnement.

Section 2: Techniques utilisées

1. Documentations

L'analyse documentaire nous a orientés vers une fouille d'écrits et de documents, d'archives relatives au domaine de notre recherche. Ainsi, nous nous sommes documentés auprès des multiples centres de documentations publics et privés, entre autre : la Bibliothèque Nationale, le Centre d'Étude de Recherche en Sociologie(CERS), l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), le Ministère de l'environnement et des forêts... Des articles et des revues sont aussi utilisés pour consulter la partie théorique de notre étude. Par ailleurs, nous avons également privilégiés des recherches effectuées sur Internet.

2. Techniques vivantes

Afin de faciliter notre recherche, nous avons divisé notre recherche en deux parties, tout d'abord, la pré-enquête, durant laquelle, nous avons fait la documentation et la première descente sur terrain. Par ailleurs, nous avons également réalisé le test de nos questionnaires. C'est par la suite que nous avons effectué l'enquête proprement dite. Notre technique vivante consiste à réaliser des observations des entretiens semi-directifs et directifs sur la population cible, enfin avons aussi réalisé des focus groupes auprès de quelques individus.

2.1 Échantillonnage:

Pour l'échantillon, nous avons utilisé la technique aléatoire suivant un tirage systématique à l'intervalle régulière, plus précisément, par multiples de Six(6). Cependant, afin de faciliter notre enquête et surtout pour une question d'objectivité de nos résultats, nous avons réparti notre population selon la division administrative du Fokontany. Ainsi, nous avons décidé d'enquêter 6 individus par hameau. Ce qui nous fait au total 66 individus enquêtés pour les onze(11) hameaux qui constituent le Fokontany.

Nous avons pris comme variable, la localisation des individus par rapport à la forêt, c'est-à-dire qu'ils habitent à l'intérieur ou en périphérique. Par ailleurs, nous avons également élaboré un panel qui retient comme critère de choix les relations économiques des individus aux forêts. À cet effet, les individus sont catégorisés comme suit :

TABLEAU N°2 : L'échantillonnage de nos enquêtés

Hameaux	Intégrés totalement	Intégrés partiellement	Nombre
Ambodivato	4	2	6
Ambodiantafana	4	2	6
Antsakareva	3	3	6
Ampampamena	5	1	6
Barahana	3	3	6
Iharabe	5	1	6
Marosaina	3	3	6
Sarahandrano,	4	2	6
TanambaoV	3	3	6
Tanambao Inde	4	2	6
Tsaratana	3	3	6
TOTAL	41	25	66

Source : enquête personnelle, mai 2015

- **Les individus intégrés totalement :**

Ce sont les individus qui ont des relations socio-spatiales permanentes dans la zone, c'est-à-dire qui habitent à l'intérieur de la zone ou ceux qui possèdent des terres dans la zone et par conséquent, ils exercent des activités économiques journalières.

- **Les individus intégrés partiellement :**

Ce sont les individus qui entretiennent des relations temporaires ou saisonnières dans la zone mais en tant qu'habitants du Fokontany, ils jouissent de la liberté d'accès dans la zone protégée et soumissent aux règles de la gestion en vigueur.

2.2 Entretiens:

Notre technique d'approche consiste alors en des observations, en des entretiens individuels approfondies et en du focus groupe. En ce qui concerne l'observation, il y a eu tout d'abord, l'observation directe et désengagée qui constitue à observer les quotidiens des paysans et de leur relation avec l'espace, durant leur activité agricole. En outre, nous avons également utilisé l'observation participante.

Entretien semi direct avec les différents responsables clés pouvant nous fournir des informations concernant notre thème de recherche à savoir : le Maire, le Chef Fokontany, le président des VOI et quelques membres de bureau.

Les entretiens directifs : durant l'étape de vérification et dans l'enquête proprement dite. Ce type d'entretien a été réalisé afin d'avoir des réponses sur les questionnaires préétablis.

Dans l'entretien de groupe, le but est d'avoir des compléments d'informations des enquêtes individuelles à partir d'un débat qui réunissent des groupes de personnes sur la question du transfert de gestion et leurs opinions sur les problèmes y afférents.

Section 3 : Méthodes

Cette méthode utilisée à pour d'exposer les bases théoriques de la recherche, les notions sur lesquelles nous devons nous baser expliquer et pour appuyer la connaissance du cadre de l'étude.

1. L'individualisme méthodologique

Pour pouvoir explorer ces éléments, nous adoptons à la fois une vision micro et macrosociologique. La première permet d'étudier le phénomène suivant une démarche atomistique à partir, soit de l'individu, soit des petits groupements résultants de

l'agrégation des actions individuelles, cette théorie nous aidera à mieux analyser la motivation de chaque acteur ainsi que leurs rôles et leur participation en matière d'actions environnementales. Il s'agit alors d'une approche s'inspirant de l'individualisme méthodologique de Max Weber.

2. L'holiste

La seconde optique concerne les données ayant lié au système, au « social qui s'impose à l'individu », selon une conception durkheimienne. Autrement dit, elle permet d'analyser le poids du social sur l'individu dans la politique de la protection et de la gestion rationnelle de l'environnement. À cet effet, il s'agit d'une approche holistique.

3. Le Structuro-constructiviste

Afin de mieux appréhender les faits, nous ferons appel à Pierre Bourdieu sur sa théorie Structuro-constructiviste qui se démarque par l'étude du rôle de l'interaction de l'acteur individuel au sein de sa société, dans le cadre de la gestion communautaire. Par le structuralisme, l'auteur veut souligner, «...Qu'il existe dans le monde social lui-même et pas seulement dans les systèmes symboliques, langages, des structures objectives indépendantes de la conscience et de la volonté des agents, qui sont capables d'orienter et de contraindre leurs pratiques. Par la constructivisme, il y a une genèse sociale, d'une part des schèmes de perceptions, de pensées et d'actions qui sont constitutifs de l'habitus ».

Dans l'optique d'un développement durable, la mise en œuvre d'une politique de protection de l'environnement, constitue l'« unique richesse » du pays et a été jugée primordiale pour l'État et les institutions qui œuvrent les « supranationaux », spécialement dans le domaine de l'environnement d'où la naissance de la politique de transfert de gestion des ressources naturelles aux communautés villageoises.

La communauté de Ratsianarana a récemment fait l'objet de transfert de gestion de la Forêt Primaire (FP). Mais comme toutes autres ressources naturelles, la FP de la communauté Ratsianarana a connu une importante menace due à la coupe, aux feux de brousse et autres exploitations des forêts venant de la part de la population. Par conséquent, étant donné que les avantages socioéconomiques que peuvent apporter cette ressource, les administrations étatiques ont proposé à la communauté villageoise de faire une gestion communautaire, et ceci dans le cadre d'une approche participative.

C'est dans ces contextes que nous allons aborder la partie suivante afin de connaître la réalité qu'engendrent ces politiques environnementales, plus précisément la GELOSE, dans la communauté de Ratsianarana

PARTIE II:
LA GESTION COMMUNAUTAIRE
DE LA FORET PRIMAIRE DANS LE FOKONTANY
RATSIANARANA

Dans le contexte de la protection de l'environnement, l'objectif est non seulement de protéger les ressources naturelles mais aussi et surtout à les valoriser de manière à ce qu'elles contribuent d'une façon décisive à l'amélioration des conditions de vie de la population, en l'occurrence la population rurale. En ce sens, la valorisation et la gestion des ressources doivent être au cœur d'un développement durable que tous les Malgaches doivent entreprendre. Cette nouvelle perception justifie sans doute la mise en place d'un contrat de transfert de gestion par l'État aux communautés locales.

En 2005, de cinq cents contrats de transfert de gestion sont en vigueur et une centaine en cours de traitement. Ces contrats couvrent une superficie de 500. 000 ha, et touchent 600.000 ménages ; et cela représente les 2,5% de la population du pays.

Ainsi, est-il important de savoir comment ces communautés, à travers la COBA, s'organisent pour que la gestion soit au profit de tous les membres. Les réalités sur terrain peuvent nous en dire davantage.

Cette deuxième partie est consacrée à la présentation des résultats issus de notre investigation sur le terrain. Ainsi seront évoquées les réalités de la gestion dans son aspect positif et négatif pour la population locale.

CHAPITRE IV: Mode d'organisation et implication paysanne dans la gestion de la forêt primaire par les COBA

Dans le but d'avoir des résultats tangibles et palpables, la participation de la population s'avère indispensable dans la gestion de proximité des RN. En effet, il a été reconnu que seule la population connaît ses propres besoins et est capable de gérer, par leurs savoirs naturalistes, les ressources pour le besoin de tous les membres de la communauté.

Section 1: Description du mode de gestion

1. Historique de la gestion :

La démarche du projet de transfert de la gestion de la forêt primaire par la communauté de Ratsianarana a été initiée en 2000. Des représentants de la DREF dans le district d'Antalaha ont effectué une visite auprès du Maire de la CR d'Ambohitralanana dans le but de protéger les forêts primaires, en abondance dans la commune. Ici, il convient de dire que sur les 12989ha de forêts primaires sont localisées dans la Région, presque la moitié se trouve dans ce FKT.

En 2008, les administrations forestières d'Antalaha ont effectué une deuxième descente à Ambohitralanana dans le but de rendre le projet effectif. Par la suite, des démarches de sensibilisations ont été réalisées auprès des dirigeants du FKT Ratsianarana et de la population locale. D'ailleurs, lors de cette deuxième descente, 92 villageois sont inscrits comme étant membre de la COBA et déjà quelques activités ont été élaborées dans le cahier de charge.

Pourtant, c'est en 2012 que la communauté a pu être « Gélosé » définitivement. Une autre campagne de sensibilisation a été faite avant cette officialisation pour regagner la motivation de la population pour la constitution d'une organisation paysanne(OP) œuvrant pour la protection de l'environnement. C'est ainsi qu'en juillet 2012, les représentants des trois entités, c'est-à-dire, État (par la Direction Régionale des Eaux et forêts), la commune et enfin la COBA, qui ont officialisé le transfert de gestion de la forêt primaire au sein de la communauté de Ratsianarana. Le contrat est de trois ans renouvelable. On peut le prolonger si la gestion du projet marche bien.

Les objectifs de la GELOSE dans la communauté sont :

- Veiller à la durabilité des ressources naturelles(RN) : les forêts primaires pour la génération futures.
- Veiller à la bonne gestion des forêts primaires ainsi que les autres RN s'y trouvant.

- Protéger et améliorer les sources de richesses provenant de ces RN pour les intérêts bénéfiques de la communauté toute entière.

2. Activités des COBA

Tout d'abord, il convient de rappeler que la COBA a pour principale tâche d'élaborer les projets socioéconomiques et environnementaux jugés prioritaires pour le développement local et la préservation de l'environnement.

2.1 Projets d'activités des COBA

Pour faciliter l'application de la GELOSE dans la communauté Ratsianarana, l'organisation de la COBA est effectuée selon la division des hameaux. Cependant, il est opportun de noter que ces COBA se sont constitués en une unité de COBA, dénommé « COBA ANTOHIRAVINA ». C'est cette dernière qui a fait l'objet de contrat de la GELOSE. Chaque hameau dispose d'un Plan de Travail Annuel(PAT) et ont leurs propres membres de bureaux. En outre, il est libre de réaliser que les activités semblent prioritaires pour les hameaux. Cependant, chacun doit suivre le PAT de l'unité de COBA ainsi que le plan d'Aménagement et de Gestion Simplifié ou PAGS, élaboré et approuvé par toutes les parties contractantes.

En règle générale, chaque COBA doit mettre en exergue dans leur plan, les activités suivantes :

- La sensibilisation des membres des COBA et de la population entière sur la protection de la forêt primaire
- La formation des membres sur la gestion communautaire des RN (gestion financière)
- La formation des membres sur les projets de développement prédéfinis par les COBA (activités socioéconomiques)
- Des travaux d'aménagement dans les zones protégées. Exemple : les pare-feux

Par ailleurs, pour plus de précision, nous allons montrer ci-après le tableau de synthèse des activités détaillées des COBA.

TABLEAU N°3 : Synthèse des activités des COBA

ACTIVITÉS	NOMBRES	PÉRIODES	PARTENAIRES
Reforestation	1000 Pieds	Juin 2013	Ministère de l'Environnement Direction Régionale des Eaux et forêts, MNP et WCS
Plantation des arbres fruitiers	500 pieds	Mai 2014	WCS, Graine de vie
Reboisement	200 Pieds	Mai 2013	MNP et WCS
Apiculture	8	Avril 2013	ONG CARE et VOI
Mise en place des pare-feux	3kmx3m	Juin 2013	MNP et WCS
Installation des panneaux d'indication	12	2013	WCS et MNP

Source : cahier de charge de la COBA, en 2012

Ce tableau de synthèse nous montre les différentes activités que les COBA ont conçues ensemble, avec l'appui des administrations forestières. Il est à noter que ces activités se divisent en deux catégories : il y d'une part les activités qui s'effectuent à l'intérieur de la forêt, comme le reboisement, la plantation de girofles et vanilles ; et d'autres parts les activités hors forêt, la construction des bureaux des VOI et la réhabilitation des routes.

Cependant, force est de signaler que la COBA s'est fixée dans des activités plus essentielles, qui sont :

- L'inventaire au service des eaux et forêts : 2 fois par ans
- Le reboisement des girofles et des arbres fruitiers
- L'aménagement des terres cultivable

Pour la mise en place des pare-feux ainsi que les autres activités énumérées, ils sont plus ou moins obligatoires et font souvent l'objet de contrôle de la part des services municipaux, comme stipule le contrat de transfert.

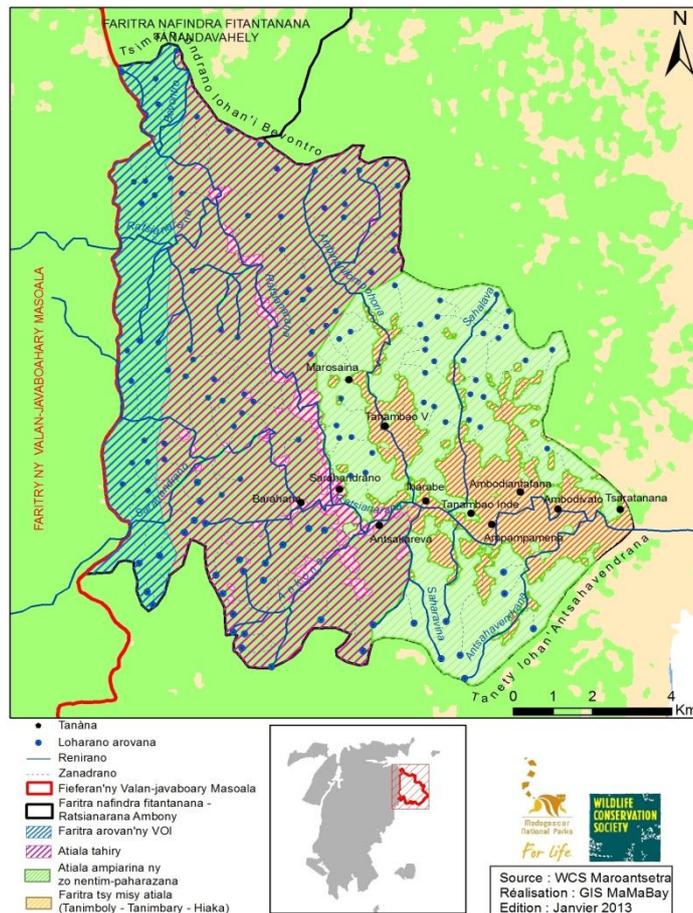
Enfin, concernant les questions de partenariat avec les ONG, il est du ressort des membres de bureau des COBA de rechercher des accords avec les institutions privées pour la

réalisation des projets conçus. Pourtant, lors de notre descente sur terrain, la COBA a entamé une procédure de demande auprès de l'ONG pour œuvrer le domaine de l'environnement.

2.2 Zonage de la communauté

Dans le but de bien contrôler l'exploitation des ressources et en vue d'une conservation de la forêt, un plan d'Aménagement et de Gestion Simplifié(PAGS) a été élaboré d'une part, par la COBA. Ces dernières doivent mettre en exergue dans le plan, l'occupation de l'espace par chaque ménage. D'autre part, les administrations forestières conçoivent également un plan qui comporte les espaces à aménager en vue de restaurer la forêt.

CARTE N°2 : Zonage des COBA



Source : WCS Maroantsetra , janvier 2013

Ici, il convient de noter que la délimitation de chaque zone pour les 11 villages a été faite selon les limites administratives du FKT. À cet effet, la COBA a pour rôle de protéger les RN inventoriées dans leur zone respective, à savoir : la faune et la flore, les terrains agricoles, ainsi que l'eau pour l'irrigation.

Les surfaces gérées par la COBA est de 11050ha selon le contrat de transfert de la GELOSE, et cela sont réparties pour l'ensemble de la population du FKT Ratsianarana. Enfin, il y a lieu de préciser que concernant l'aménagement et l'utilisation de l'espace Ratsianarana, celui-ci divisé en quatre(4) catégories, à savoir : la zone des forêts primaires, les espaces forestières (composé de *hintsina*, et d'*acacia*). Les « Tanety » qui sont les lieux d'habitation et des cultures et les bas-fonds ont pu pour la plupart être transformés en rizières.

Pour la zone de la forêt primaire, elle est divisée en trois, dont la zone destinée à la culture de giroflles et de vanilles en sous-bois ; la zone de conservation ; et enfin une zone pour les droits s traditionnels.

2.3 Appuis au développement et gestion de la forêt primaire

2.3.1 Appui au développement de la communauté locale

En se référant aux objectifs de la GELOSE, l'une des plus importantes est la priorisation du développement humain. C'est dans ce sens que les projets de développement ont été conçus afin d'améliorer les conditions de vie socio-économiques des individus membres des COBA et de la population entière au sein du Fokontany Ratsianarana.

a) Plan de gestion sociale

Selon le Chef Fokontany, le handicap au développement de la population est la vulnérabilité aux maladies. Cette situation est aggravée par l'absence des infrastructures de base comme l'accès à l'eau potable.

Comme nous l'avons énoncé auparavant, chaque foyer puise l'eau des rivières ou des puits. Pour chaque hameau, les foyers font ressortir l'eau des rivières. Par conséquent, les maladies relatives à ce problème sont très fréquentes dans tout le village, comme la diarrhée ou le paludisme. Cette situation est confirmée par la plupart des enquêtes, en l'occurrence les femmes se plaignent de l'éloignement des centres de santé.

b) Plan de gestion en matière d'éducation

Dans tout le contrat de la GELOSE, les entités contractantes (COBA, Commune et administration forestières) ont pour mission de réussir la protection et la conservation de la FP tout en apportant le développement de la population locale. À cet effet, la gestion de la FP doit, d'une part, faire de la forêt un lieu d'éducation environnementale par excellence pour les jeunes grâce à la biodiversité unique qu'elle englobe. Elle doit également, être un site récréatif et un lieu d'attraction touristique.

Pour arriver à cette fin, il est du devoir des responsables des COBA de mener des activités d'éducation et de sensibilisation qui se basent sur une approche participative de la population. Dans ce cadre d'éducation environnementale, les responsables des COBA essaient d'inculquer chez la population un comportement rationnel envers l'univers de l'environnement sans pour autant négliger leur culture, leur besoin ainsi que leur intérêt.

C'est dans ce contexte que le plan de gestion éducation est relevé primordial afin de développer dans chaque individu un réflexe environnemental favorable à la protection de l'environnement et que celui-ci devient pour les habitants un devoir plutôt qu'un droit de citoyen.

Par ailleurs, c'est à travers le système d'approche IEC ou (Information, Éducation et Communication) que va être mené cette action d'éducation.

C) Plan de gestion économique

Les habitants de la communauté villageoise Ratsianarana, dans son ensemble, connaissent également des difficultés sur la question de la production agricole. Les raisons en sont multiples, que ce soit sur le plan technique, financier ou environnemental.

Par ailleurs, les conséquences sont très endommageant pour les agriculteurs. En effet, selon les enquêtés, l'insuffisance de la production les pousse à s'endetter régulièrement et souvent ils vendent leur production à très bas prix aux collecteurs. Cette situation se passe souvent lors des périodes de soudures, où les familles sont obligées de vendre le peu de réserve qu'ils ont pour acheter des produits de première nécessité (PPN) ou pour payer des choses imprévues. À titre d'exemple, le kilo de la vanille verte est vendu à 10 000 Ariary auprès des collecteurs et ces derniers les vendent à 25 000 Ar le kilo dans le marché communal.

Devant ces faits, des projets sur l'amélioration de la protection agricole ont été élaborés par le COBA, avec l'appui des techniciens de l'ONG CARE international, Graine de vie et le WCS. Ces techniciens ont pour rôle d'assurer les formations des habitants, en l'occurrence ceux qui sont dans l'association des agriculteurs.

À cet effet, les associations des agriculteurs peuvent bénéficier des formations concernant :

- Les techniques agricoles modernes : le SRI (Système de Riziculture Irrigué)
- L'utilisation des engrais : comme le « compost » par exemple
- Le système d'Amélioration de la Fertilité du Sol (AFS) afin de lutter contre les érosions du sol et améliorer la productivité.

En outre, les membres de cette association sont également encouragés à développer des microprojets en matière agricole ; tels que l'arboriculture fruitière, l'aménagement des rizières, ou encore la mise en place d'une banque de semence communautaire.

Ainsi, la mise en place de ce plan de gestion économique a pour objectif principal d'accroître la production agricole avec une utilisation optimale afin d'augmenter les revenus de la population. D'ailleurs, force est de souligner que les projets conçus dans ce plan de gestion sont définis par rapport aux actions de développement déjà mis en priorité par le PCD de la commune Rurale d'Ambohitralanana.

Section 2: Perception paysanne sur l'importance de l'environnement

Dans le but de présenter une recherche basée sur des résultats empiriques, il nous paraît opportun de présenter dans cette sous chapitre, des données qui montrent la place que la population, accorde à la protection de l'environnement et des RN dans leur communauté.

1 Présentation générale des enquêtes

1.1 Présentation par âge et par sexe

Le tableau suivant résume le pourcentage des individus enquêtés selon leur âge et leur sexe

TABLEAU N°4: Représentation des individus à enquêtés :

Âge	[18-25[[25-35[[35-45[[45-55[[55-65[[65-+ [TOTAL
Sexe							
Homme	2	4	6	11	5	2	30
Femme	6	10	4	13	3	0	36
TOTAL	8	14	10	24	8	2	66

Source : Enquête personnelle, mai 2015

Sur les 66 individus, nous avons enquêté 54,6% de femmes et 45,4% d'hommes. En ce qui concerne l'âge, ce sont les personnes qui ont entre 45ans et 55ans qui sont les plus nombreuses (36,36%). En revanche, le pourcentage de ceux qui sont âgés entre 18 et 25ans ainsi que ceux âgés de 65ans et plus sont moins représentés dans l'échantillonnage.

Quant à leur situation matrimoniale, 20% sont mariés et 70% célibataires, pour le reste, c'est-à-dire les 10%, sont des veufs. Enfin, la taille de ménage est composée de 5 personnes, pour les 66 individus à enquêter.

1.2 Catégorie socioprofessionnelle des enquêtés

Les catégories socioprofessionnelles (CSP) des enquêtés sont présentées sur le tableau qui suit :

TABLEAU N°5 : CSP des enquêtés

Activités	Nombre	Fréquence
Salariés agricoles	34	51%
Artisans	6	9%
Commerçant	9	14%
Autres	17	26%
Total	66	100%

Source: enquête personnelle, mai 2015

Comme nous l'avons souligné auparavant, presque la totalité de la population sont des agriculteurs, pour notre part la totalité du pourcentage des individus est égale à 100%.

Cependant, pour pouvoir faire vivre la famille, la plupart d'eux exercent d'autres activités tout aussi importantes.

À cet effet, presque la moitié des individus, dont 51% sont des employés journaliers qui exercent leurs activités économiques dans le secteur agricole, alors que les artisans sont moins nombreux ; ils ne représentent que les 9% de la totalité du pourcentage. En ce qui concerne les autres activités, qui sont des métiers d'enseignants et de fonctionnaires ; c'est-à-dire les activités qui sont rémunérées régulièrement et qui représentent les 26% de la totalité du pourcentage.

2. Les motifs d'adhésion de la population dans la GELOSE

Nous allons entrer dans le vif du sujet concernant l'implication paysanne dans la GELOSE tant que membre du COBA. Mais avant de présenter les résultats, force est de préciser que chaque individu membre doit payer la somme de 500 Ariary en guise de droit d'adhésion et doit cotiser la somme de 1 000 Ariary par an, selon ce qui est convenu lors des réunions communautaires.

TABLEAU N°6: Les motifs d'adhésion

Motif d'adhésion	Nombre	Fréquence
Foncier	19	29%
Exploitation des produits de rente	21	32%
Socioculturelles	12	18%
Environnement	14	21%
Total	66	100%

Source : Enquête personnelle mai 2015

Le tableau 6 nous montre que l'une des raisons qui motive les enquêtés à adhérer dans la COBA est l'accès à l'exploitation des produits forestiers ; cela est représenté par les 32% du nombre total des personnes que nous avons enquêté. Puis en abordant les raisons d'adhésion sur la question foncière 29% des individus se sont adhésés dans la GELOSE. Pour des raisons socioculturelles, 18% des individus représentent ceux qui exposent leur motivation car ils font partie de la population du Fokontany et ont des devoirs de s'intégrer au sein du COBA. Enfin, pour les causes de la protection de l'environnement comme 21% des enquêtés les représentent.

2.1. Intégration des membres dans les Organisations paysannes(OP)

Concernant l'intégration des paysans, ces derniers sont en général moins motivés à adhérer dans les associations. D'ailleurs, lors des séances de focus groupe que nous avons effectué auprès quelques membres, ils semblent désorientés par aux buts de chaque association à laquelle ils se sont inscrits. En fait, ils se sont inscrits juste par obligation et par formalité. En posant la question aux membres de la COBA, toujours lors du focus groupe, ils prétendent être en contraintes

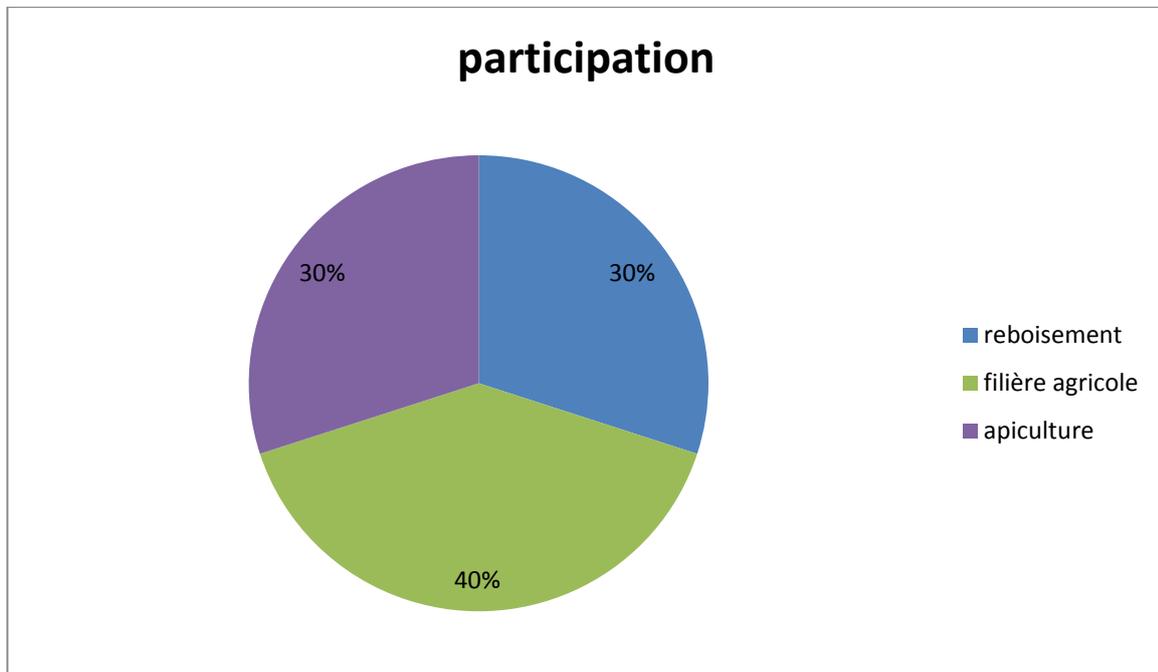
En effet, selon eux les membres sont très motivés à s'inscrire dans les associations car ils sont conscients des bénéfices et que cela peut engendrer des questions de financement. D'ailleurs, toujours selon leur dire, ce sont les membres eux-mêmes qui ont défini les activités et les dates de leur réalisation. Cependant, le problème réside dans l'absence des partenaires, tels que les ONG.

Par ailleurs, nous n'avons constaté que seul une minorité de personnes, en occurrence ceux qui sont parmi les structures de gestion qui composent les membres de bureau de ces OP. les réponses que nous avons obtenues précisent que les membres ont préféré les élire du fait qu'ils sont déjà habitués à accomplir les tâches relatives à la gestion. C'est une situation qui semble ravir ces quelques personnes.

2.2. Répartition des membres dans les organisations paysannes

Bien que la situation que nous avons évoquée en haut se présente, en étant membre du COBA, chaque individu est invité à s'inscrire dans une association paysanne prédéfini par le contrat. Ci- dessous les résultats :

FIGURE N°1: Répartition dans les associations paysannes



Source : Enquête personnelle, mai 2015

À la première vue, les filières reboisement, que ce soit du café ou autres ainsi que l'apiculture ont plus ou moins attirés les membres avec un pourcentage de 30%. Mais, c'est la filière agricole qui est la plus attirée par les enquêtés, représenté à 40% de leur choix.

À part, les obligations de faire partie d'une association, il est également du devoir de chaque individu membre d'effectuer des activités de reboisement, indépendamment de celui qui est défini dans le PAT.

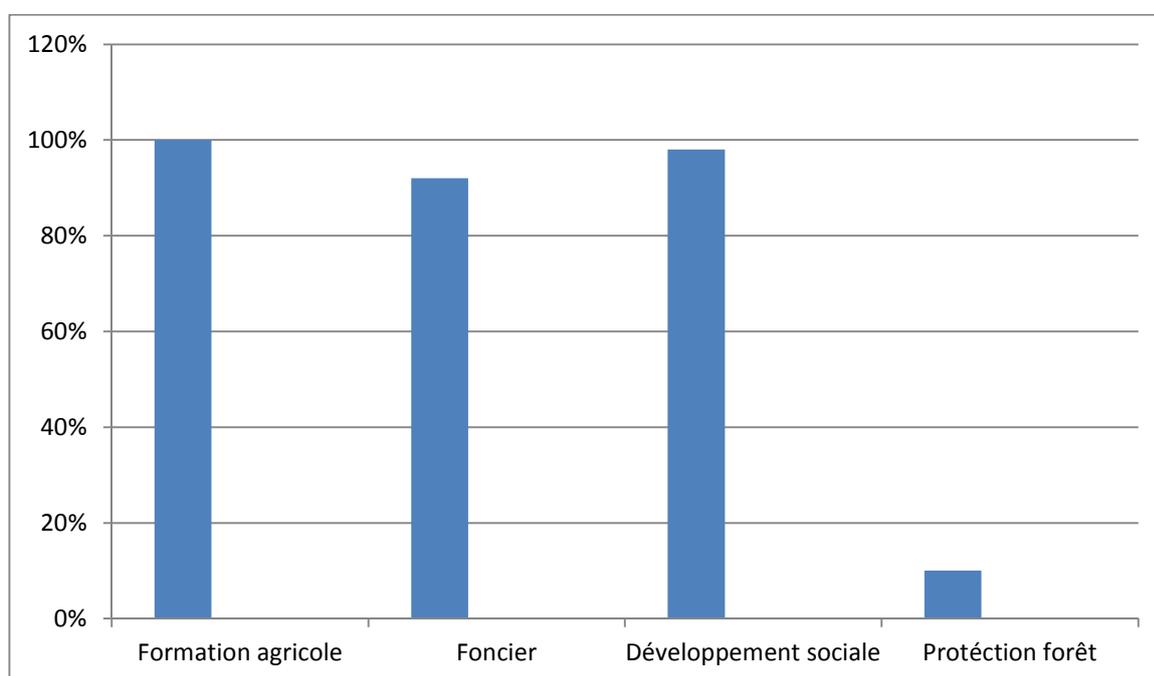
Dans cette activité, chaque membre doit planter 10 pieds d'arbustes par an sur leur propre terre ou aux alentours du village, sauf à l'intérieur de la FP.

3. Perception sur l'importance de l'environnement

Afin de connaître l'opinion des enquêtés sur l'importance de la mise en œuvre d'une politique du transfert de gestion dans leur communauté, nous avons élaboré des différentes modalités de réponses sur laquelle les enquêtés ont répondu selon leur ordre d'importance.

Les réponses sont illustrées dans le graphique suivant :

FIGURE N°2 : Perception sur l'importance de la protection de la FP



Source : Enquête personnelle, mai 2015

Dès la première vue, nous pouvons constater que le pourcentage sur la priorisation en matière de protection de la FP est faible. En effet, seul 10% de la population ont choisi cette modalité de réponse. Ici, il convient de souligner que ce sont les quelques responsables de la COBA qui ont choisi cette modalité. En revanche, le projet d'une formation agricole constitue une importance primordiale pour la totalité des enquêtés, à 100%. Par ailleurs, les enquêtés pensent que cette formation ne doivent pas uniquement privilégier les membres de l'association agricole mais aussi de la population entière.

Pour ce qui est du développement social 98% de la population l'a mis en deuxième priorité, il est suivi par la question foncière à 92% de leur choix.

3.1 Connaissance de la population sur les bénéfices de la GELOSE

Devant les faits que seule une minorité de personne met en avant l'importance de l'environnement, nous avons demandé si les enquêtés connaissent les bénéfices de la protection de la FP et que si ses bénéfices peuvent apporter un développement local suivant les lieux d'habitation des individus.

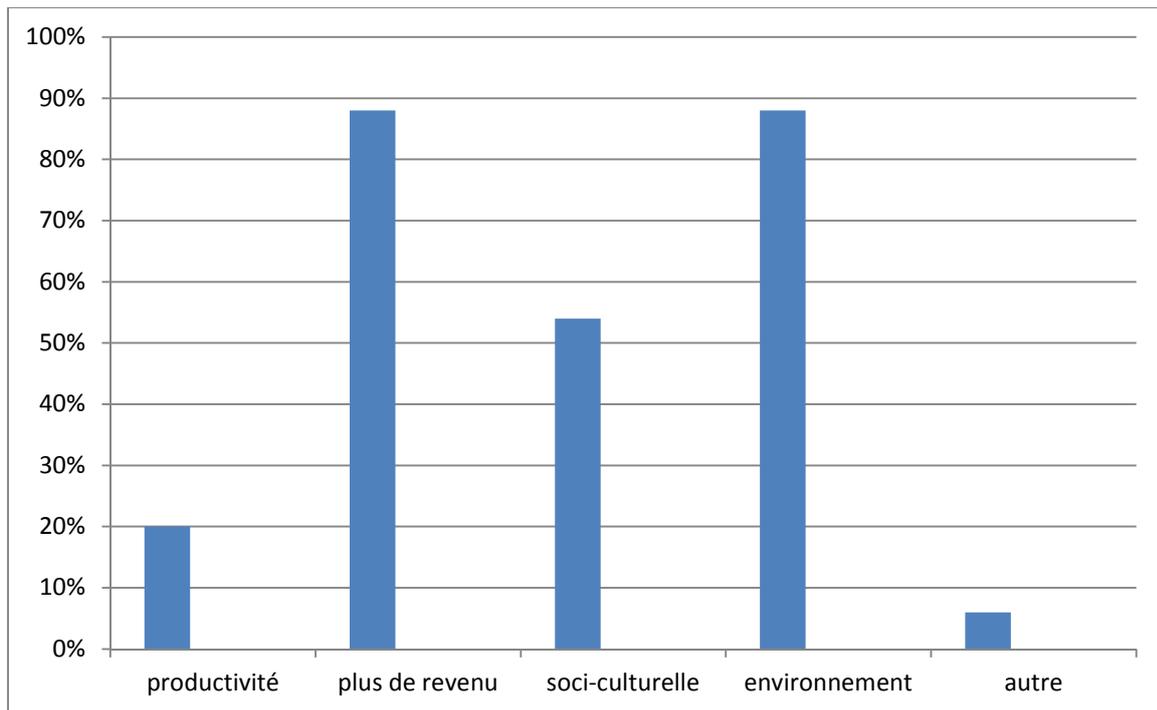
La moitié des membres, dont les 38% connaissent totalement les bénéfices apportés par la gestion communautaire de la FP, et les 62% n'en connaissent que peu.

La connaissance des bénéfices engendrés par la GELOSE, parmi les individus qui ont une connaissance des bénéfices représente les 79% des individus qui habitent dans la forêt.

Par ailleurs, 45% des individus qui ont une vague connaissance sont ceux qui ne résident pas dans la FP. Selon le milieu de résidence, parmi ceux qui sont optimistes sur la contribution de la GELOSE dans le développement de la communauté, 63% habitent à l'intérieur de la forêt FP. Par ailleurs, ils représentent 55% contre 45% de ceux qui habitent en périphérie, c'est à dire que la GELOSE pourrait alors apporter un développement. Enfin, le pourcentage de ceux qui n'ont pas d'idée n'est pas négligeable, avec un pourcentage de 85% des individus qui y habitent et 15% de ceux qui n'y résident pas.

3.2 Avantages de la protection de la forêt dans la vie socio-économique

Tout d'abord, il est à remarquer que nous avons établi des réponses selon les rapports du cahier de charge concernant les bénéfices engendré par la protection de la FP dans la communauté.

FIGURE N°3 : Apport de la protection de la forêt dans la vie socio-économique

Source : Enquête personnelle, mai 2015

À cet effet, nous pouvons voir qu'en général, seule une minorité des enquêtes ont une connaissance exacte de ces bénéfices. À titre d'exemple, ils ne représentent seulement que 20%, c'est à dire que la protection pourrait avoir des conséquences sur l'amélioration de la productivité.

Pour ce qui est de la socioculturelle, 54% des gens que nous avons enquêté pensent que cela va renforcer des liens sociaux entre la population mais aussi que l'existence de la FP donne une nouvelle identité de la communauté vis-à-vis des autres communautés avoisinantes.

Par ailleurs, 88% ont des enquêtés ont répondu que la protection assure un environnement sain. Le pourcentage est le même pour l'augmentation des revenus des ménages. Enfin, pour l'option « autres » qui sont de 6%, ce sont les réponses qui ne font pas partie des bénéfices prédéfinis, entre autre, le tourisme et les recherches scientifiques...

Section 3 : Problèmes organisationnels de la GELOSE dans la communauté

1. Point de vue des responsables

1.1. Discordance entre État et les responsables du COBA

En posant la question sur le principal problème détecté au niveau de l'organisation de la GELOSE, nous avons tout de suite remarqué la cohésion des membres.

En effet, ces derniers ont tous accusé le désengagement de l'administration de l'État dans le contrat. Prenons le cas de la Commune, selon le contrat, ce service déconcentré a pour devoir de contrôler l'avancement des activités dans sa réalisation, pourtant depuis la signature du contrat, aucun représentant de cette institution n'est descendu sur place. Il en est de même pour les administrations forestières qui sont censé de disposer des formations auprès des paysans.

En effet, la réalité en est que, durant les descentes sur terrain, aucune de ces formations n'a pas été réalisé. L'absence des formateurs qui préfèrent s'entasser dans le chef-lieu de la commune est la principale cause.

Par ailleurs, certains ont avoué les limites qui existent au sein de la structure, à savoir la non priorisation des activités communautaires à entreprendre, les problèmes de niveau d'éducation et parfois les conflits d'intérêts entre les membres de bureau ou encore la non suivi des DINA.

1.2 Crise administrative

Tout d'abord, le Maire a été de l'étonné. Selon ses dires, il a déjà convoqué à plusieurs reprises les membres des bureaux des COBA afin de lui ramener des rapports trimestriels sur l'évolution du transfert de gestion. De plus, il a déjà envoyé quelqu'un pour voir la réalité dans la communauté mais sans pour autant préciser la date exacte.

Pour leur part, les administrations forestières ont renvoyé la faute par la présente la crise

Par laquelle le pays a traversé. Selon eux, le domaine de l'environnement a été délaissé par les investisseurs d'où l'absence des suivis sur terrain.

Cependant, ils prétendent que le fonctionnement de la GELOSE ne doit pas dépendre en totalité à l'Etat parce qu'entant que gestionnaire de la FP, les COBA doivent se reposer sur leur propres efforts en vue de leur autonomisation. .

2. Au niveau des membres

Le tableau ci-dessous va présenter les points de vue des enquêtes, concernant les problèmes d'organisation dans la communauté :

TABLEAU N°7 : Les difficultés au niveau de l'organisation

Problèmes	Nombre	Fréquence
organisation interne	22	33,33%
Pouvoir	10	15,15%
Sensibilisation	12	18,18%
réalisation projet	18	27,28%
Autres	4	6,06%
Total	66	100%

Source : Enquête personnelle, mai 2015

L'intérêt de ce tableau est que le transfert de gestion a eu lieu depuis un an, ainsi, nous pouvons avoir des réponses plus ou moins exactes de la part de nos enquêtés.

Ainsi, c'est au niveau de l'organisation interne que réside les difficultés pour les 33,33% des enquêtés. Entendons par l'application des DINA et des règlements entre les COBA qui suscitent d'autres problèmes. Concernant les projets de développement, 27,28% remettent en cause le non réalisation de ces projets qu'en tant promis. La question du pouvoir est aussi pour certains 6,06% de la source des problèmes. Enfin, 18% des enquêtés ont répondu dans la modalité « autres » que c'est la paresse des membres pour accomplir les tâches qui les concernent déterminent la source des problèmes.

3. Satisfaction des membres

3.1 Satisfaction des membres sur la GELOSE

Devant les forces et faiblesses du transfert de gestion des RN à la communauté Ratsianarana, il nous paraît nécessaire de demander la satisfaction des COBA sur le mode de gestion en général et ceci après une année de gestion communautaire. Les résultats sont résumés dans le tableau suivant.

TABLEAU N° 8 : Satisfaction des COBA

Satisfaction	Nombre	Fréquence
Pas du tout satisfait	20	30,30%
Plutôt pas satisfait	38	57,58%
Plutôt satisfait	8	12,12%
TOTAL	66	100%

Source : Enquête personnelle, mai 2015

Comme nous le montre le tableau, les réponses sont réparties entre les trois modalités. Ainsi, plus de la moitié, dont 57,58% des enquêtés sont « plutôt satisfaits » du résultat ; quant au 30,30%, ils ont avoué leur insatisfaction sur le mode de gestion, par contre, quelques-uns ont émis un avis favorables ; ils représentent 12,12% des enquêtés. Toutefois, ce sont les membres de bureau et les proches qui ont donné cet avis.

CHAPITRE V : Pression socio-économique sur l'espace forestière

De nombreuses communautés rurales de Ratsianarana exercent des activités d'exploitation des ressources naturelles pour assurer la plupart des temps leur survie. Ainsi il est opportun de savoir comment se passe cette activité d'exploitation que les paysans exercent sur les ressources forestières de la Forêt Primaire.

Section 1 : Économie rurale et dépendance aux ressources naturelles

1. Exploitation des ressources forestières

En guise de rappel, la forêt primaire, par sa spécificité regorge de nombreuses RN. La quantité et la qualité des produits forestiers de la FP, y compris les lémuriens, les bois de construction, les fruits comestibles, et le bois de chauffage, jouent un rôle important dans l'économie locale. Ainsi la conservation de la forêt est aussi primordiale pour la protection de l'environnement et la conservation des espèces animales et végétales.

1.1 La Collecte des ressources

Avant de connaître quels sont les produits que la population exploite dans la FP, nous allons tout d'abord connaître le pourcentage des gens qui fréquentent les forêts entretenues par les COBA.

TABLEAU N°9: Fréquentation de la forêt

Collectes	Nombre	Fréquence
Quelques fois	18	27,28%
Souvent	24	36,36%
toujours	24	36,36%
TOTAL	66	100%

Source : Enquête personnelle, mai 2015

Dans ce tableau, nous pouvons voir que presque toute la population qui représente l'échantillonnage des individus que nous avons enquêté fréquentent la FP non seulement pour y aller travailler mais surtout pour collecter les produits forestiers.

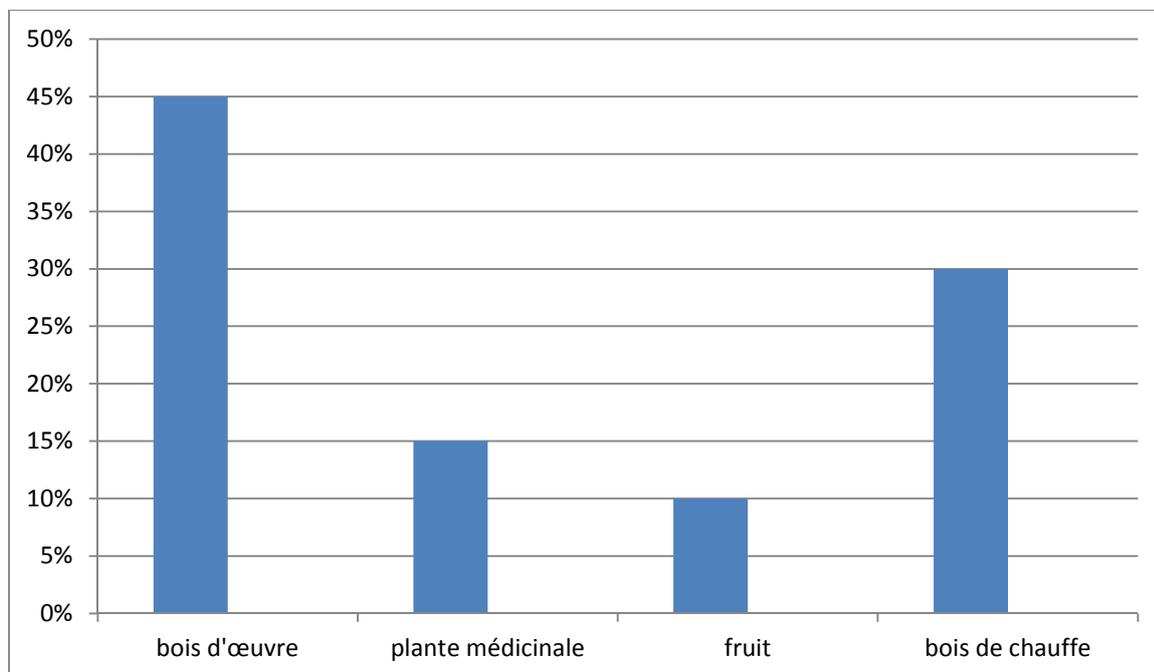
Par ailleurs, le pourcentage de ce qui y va souvent est plus élevé à 36,36% par rapport à celui de quelques fois. Ainsi, nous pouvons dire que la moitié de la population fréquente régulièrement la forêt. En effet, nous avons un pourcentage de 72,72% dont ce qui représente le plus « souvent » est de 36,36% puis celui de « toujours » est de

36,36%). Ce qui semble à priori dire que tous les villageois même ceux qui n'habitent pas dans la FP soutirent de la forêt les produits dont ils en ont besoin.

Mais quels sont les produits que les habitants prélèvent le plus souvent dans cette zone ?

Nous allons voir ces produits à l'aide de cette figure suivante :

FIGURE N°4: Types de produits prélevés



Source : Enquête personnelle, mai 2015

Il est à remarquer que la totalité de nos enquêtés prélèvent des bois d'œuvres de la forêt lors de leur saison. Ce pourcentage est suivi par le prélèvement du bois de chauffe et pour les fruits, ils sont à 10% durant les cueillettes et enfin 15% des enquêtés prétendent avoir cherché des plantes médicinales dans la forêt.

Cependant, il convient de signaler ici que la division des tâches en ce qui concerne la cueillette des produits varie d'un ménage à l'autre. Dans la plupart des cas, ce sont les femmes et les enfants qui s'en chargent, et à 54% des cas, parfois ce sont les membres de la famille sans exception qui sont les collecteurs ; ici le pourcentage est marqué à 46%.

1.2 Destination des ressources forestières

Le tableau suivant nous montre la destination de ces produits collectés par la population

TABLEAU N°10: Destination des produits collectés

Destination	Nombre	Fréquence
Nourriture	18	27,28%
Vente	48	72,72%
TOTAL	66	100%

Source : Enquête personnelle, mai 2015

Ce tableau nous montre que la destination des produits est divisée en deux catégories :

Soit qu'elles font l'objet de nourriture familiale dans les 27,28% des cas ; soit en même temps, et de ce qui est pour les 72,27% des cas sont destinés à la vente.

Par ailleurs, il y a lieu de préciser que ce sont les bois ronds et les planches qui sont les plus vendus ; toutefois quelques individus vendent des plantes médicinales, des bois de chauffe, et des fruits provenant de la forêt.

1.3 Lieux de vente des produits

Tout d'abord, force est de signaler que le résultat est basé sur les 48 personnes qui ont choisi la réponse par la vente uniquement. À cet effet, il a eu lieu de constater que dans la moitié, c'est-à-dire que 24 personnes vendent leurs produits sur le marché local. Par ailleurs, 16 d'entre eux choisissent les marchés communaux et enfin, ceux qui préfèrent les vendre dans alentours du voisinage sont moins nombreux. Ils représentent seulement 8 personnes de nos enquêtés.

2. Valeurs des ressources et vie quotidienne

L'objet ici est de savoir la plupart des bénéfices obtenus, non seulement par la vente mais aussi par l'utilisation des produits forestiers dans la vie quotidienne des membres. Cependant, avant d'avoir un aperçu sur celui-ci, nous allons avant tout connaître les bénéfices de vente apportés par ces produits. Comme ce que nous avons dit auparavant, les bénéfices obtenus par quelques ménages varient entre 1 500 Ar à 4 000Ar et plus. Cependant, ce sont ceux qui obtiennent entre 3 000 Ar et 3 500Ar qui sont les plus nombreux. En revanche, ils sont moins nombreux à gagner moins de 1 500Ar. Enfin, ceux qui gagnent plus de 4 000Ar sont également moins nombreux, et la moyenne des bénéfices est de 3 000Ar.

Par ailleurs, en entrant dans les détails, plus précisément en les croisant avec le variable « lieu de vente », nous avons vu que ce sont ceux qui vendent leurs produits dans les alentours du voisinage qui gagnent moins de 1 500Ar.

La plupart d'entre eux écoulent leurs produits au niveau du marché local. Et ceux qui arrivent à bénéficier 4 000Ar sont les individus qui partent vers les marchés communaux.

2.1 .Utilisation des bénéfices

Mais en quoi les bénéfices de vente sont utilisés par la famille ?

Nous avons proposé trois opinions à savoir : l'achat des produits de nécessité, l'imprévu ou l'épargne. Voici les résultats :

TABLEAU N°11 : Utilisation des bénéfices

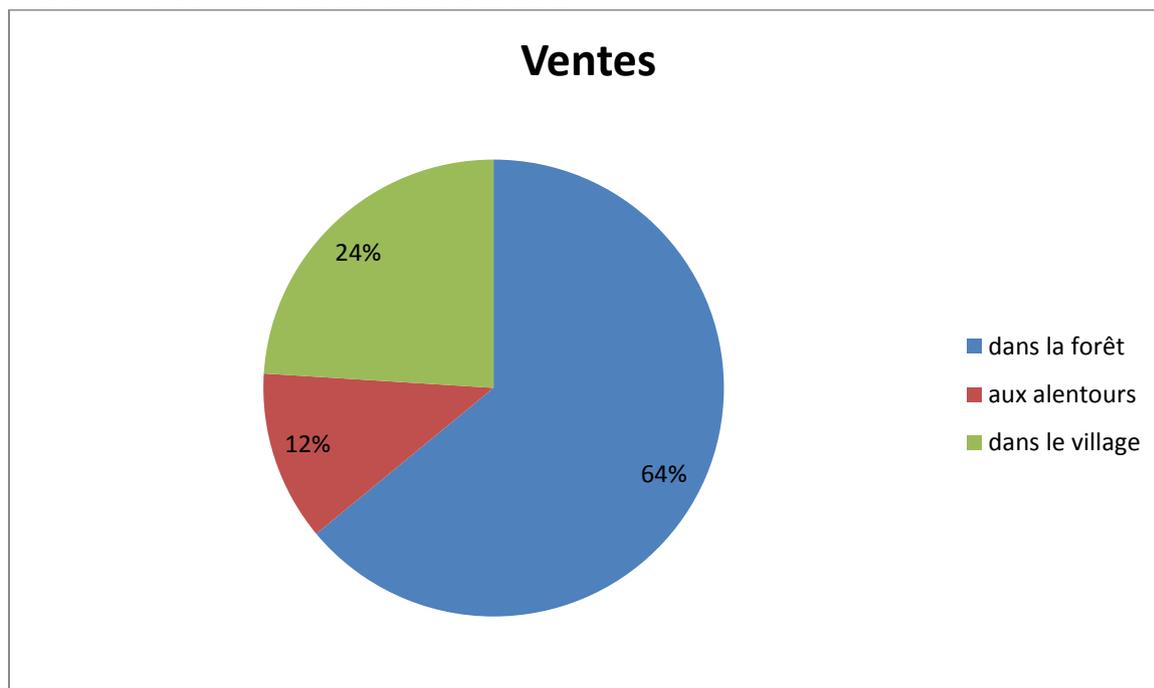
Intérêts	Nombre	Fréquence
PPN	47	71,21%
Imprévus	19	28,79%
TOTAL	66	100%

Source : Enquête personnelle, mai 2015

Dès la première vue, les réponses de nos enquêtes se sont tous orientés vers les deux premières opinions, c'est-à-dire, l'achat des PPN et le paiement des imprévus. Pour la première, nous remarquons un fort pourcentage de 71,21% des personnes, tandis que pour la deuxième option, le pourcentage est de 28,79%. Ici, les imprévus concernent par exemples la participation des cotisations sociales ou des maladies. Ce résultat nous montre aussi que personne n'épargne les bénéfices qu'ils ont obtenus.

2.2 Approvisionnement en bois

La dépendance des villageois aux ressources ne touche pas uniquement les suppléments des revenus qu'elles apportent. En effet, d'autres ressources à l'exemple des bois de chauffe, sont très indispensables dans le quotidien de la population dans la mesure où presque 100% des habitant utilisent le bois pour la cuisson.

FIGURE N°5: Lieux de collectes des bois

Source : Enquête personnelle, mai 2015

Ce graphe montre que la plupart des ménages, dont 64%, qui sont des habitants de la forêt abattent les arbres en les utilisant pour bois de chauffe. Ce pourcentage est suivi par ceux qui cherchent les bois dans le village, c'est-à-dire hors de la zone forestière ; ils représentent les 24% des enquêtés. Enfin, 12% des enquêtés exploitent les arbres aux alentours de la forêt.

2.3 Santé et ressource forestières

Comme nous l'avons déjà présenté auparavant, les plantes médicinales font parties des produits les plus collectées par la population car ils représentent les 62% des activités des gens. D'ailleurs, étant donné l'éloignement de service de santé dans la localité, il est d'autant plus normal que certaines personnes ont encore recours à la médecine traditionnelle. Cependant, afin de pouvoir confirmer cette idée, nous allons démontrer dans le tableau qui suit le pourcentage d'utilisation des plantes médicinales par les enquêtés.

TABLEAU N°12 : Recours à la médecine traditionnelle

Utilisation des plantes médicinales	Nombre	Fréquence
Jamais	34	51,51%
Parfois	24	36,37%
Souvent	8	12,12%
TOTAL	66	100%

Source : Enquête personnelle, mai 2015

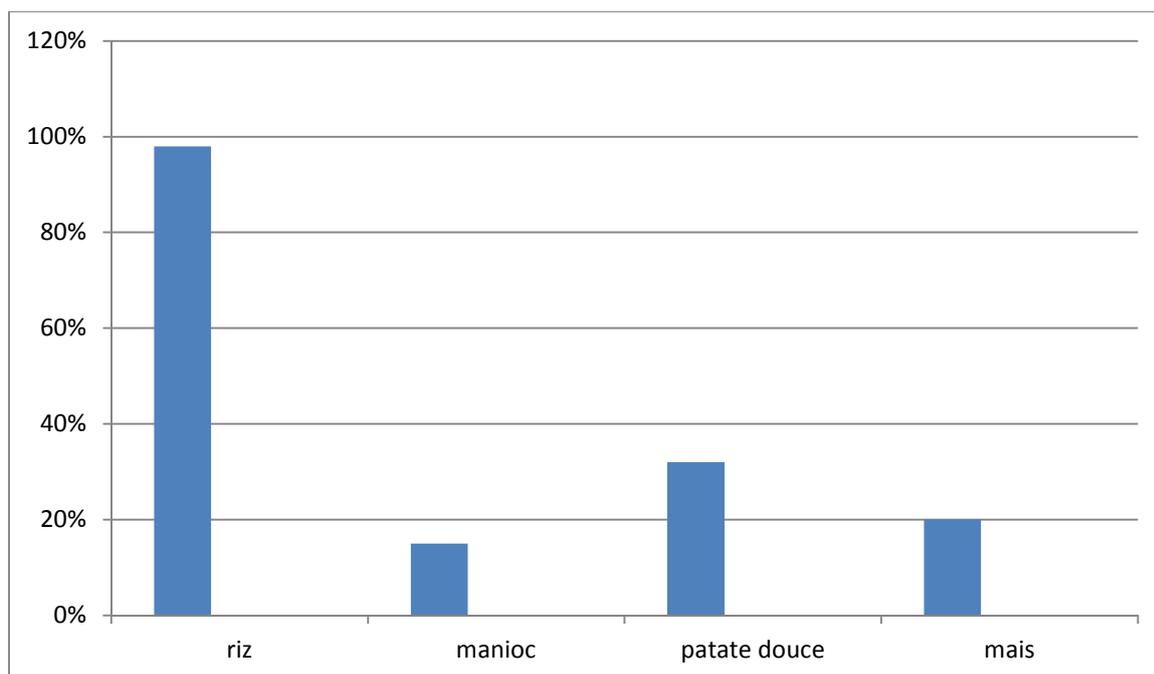
Ce tableau nous affirme que 36,37% des individus ont parfois recours aux plantes pour guérir certaines maladies fréquentes ; par exemple : les maux de dents, les maux de ventre, les toux, etc., même si ceux qui les utilisent régulièrement sont moins nombreux, représenté par les 12,12% des enquêtés. Mais le nombre des individus qui n'ont jamais utilisé les plantes médicinales n'est pas aussi négligeable, car parmi nos échantillons, les 51,51% des enquêtés ; soit 34 individus n'ont jamais eu recours, et n'ont jamais utilisé ces plantes.

Section 2 : Caractéristiques du système d'exploitation

1. Les caractéristiques de l'agriculture et de l'élevage

1.1 Système de culture dominante dans la communauté

Dans la communauté Ratsianarana, l'agriculture constitue l'activité principale de la population. Ainsi, il faut alors connaître le mode de production prévalent dans la société. Tout d'abord, il convient de mentionner que la communauté pratique en majorité tous les types de cultures à savoir : les cultures de bas-fonds, les cultures sur « Tanety », et les cultures de contre saison.

FIGURE N°6: Les différents types de cultures

Source : Enquête personnelle, mai 2015

Malgré la diversité des produits d'agriculture pratiquée par les paysans, nous remarquons dans cette graphique que ce sont les cultures vivrières qui dominent la production agricole. Cependant, si certaines cultures sont pratiquées largement par les paysans, à l'exemple du riz qui est à 98% des activités agricoles, puis les patates douces à 32%, qui sont les plus cultivés. Les autres cultures ne sont pas entièrement adoptées à l'exemple du manioc et du maïs, qui sont des aliments de substitution et remplacent le riz pendant les périodes de soudures.

1.2 Le système d'élevage

L'élevage est inséparable de l'agriculture du fait de leur interdépendance. Cependant même s'il ne tient pas une place importante par rapport à l'agriculture, l'élevage constitue non seulement une importante source de richesse économique, mais aussi de prestige sociale pour les paysans résidant à Ratsianarana.

2. Techniques de production

Étant donné que l'agriculture constitue la principale activité des paysans, il est donc important de voir les techniques de production utilisées par la majorité des paysans. Selon les deux types de techniques agricoles : la technique traditionnelle encore utilisée par plus de la moitié des enquêtés dont 80% d'eux. La technique agricole moderne comme l'application de

la SRI est peu pratiquée et qui ne concerne qu'une minorité de 10% des individus que nous avons enquêté.

3. Destination des produits agricoles

Toujours dans le cadre du système d'exploitation agricole, l'étude de la destination de la production agricole est également nécessaire.

TABLEAU N°13: Destination de la production agricole

Destination	Nombre	Fréquence
Nourriture	66	100%
Vente	60	91%
Semence	33	50%
TOTAL	66	

Source : Enquête personnelle, mai 2015

Ce tableau nous informe qu'en général la totalité de la productivité est destinée à l'autosubsistance des paysans. Cependant, il arrive souvent que par besoin de liquidité, 91% des enquêtés ont recours à la vente de leur productivité, surtout pendant la période de saison sèche. Mais rares sont les excédents de la production qui sont destinées à être vendus. En outre, la plupart d'entre eux, dont 50% consacrent une partie de leur productivité pour la semence de la production suivante.

Section 3 : Activités de production et gestion de l'espace

1. Disposition de terre

Au sein de la communauté de Ratsianarana, l'habitation est divisée en deux catégories, ce qui fait que la répartition de la terre est plus ou moins complexe ; il y a d'une part ceux qui habitent dans la forêt et qui possèdent des terres à l'intérieur ou à l'extérieur. D'autres parts, ceux qui habitent en périphérie représentent la même situation foncière.

Par ailleurs, 41% des enquêtés de ceux qui habitent dans la forêt possèdent des terres en dehors de la forêt. Pour les individus qui habitent en périphérie de la FP, sont seulement les 6% des individus enquêtés qui ne possèdent pas des terres dans les périphéries de la forêt. Ce qui nous fait au total de 60% de la population enquêtés disposent des terrains en dehors de la forêt. Par contre 40% des individus enquêtés ne possèdent pas.

1.1. Relation entre productivité dans la présence des FP

TABLEAU N°14 : Relation entre rendement et FP

Rendement	Nombre	Fréquence
Oui	2	5%
Un peu	22	55%
Non	14	35%
Ne sais pas	2	5%
TOTAL	40	100%

Source : Enquête personnelle, mai 2015

Tout d'abord, il convient de noter que ce résultat est basé sur 40 individus qui possèdent des terres dans la forêt.

Pour les 3% de ces individus, il existe une relation entre ces deux variables ; par contre 35% pensent qu'il n'existe aucune interdépendance entre les variables. Par ailleurs, plus de 55% de la population enquêtée avoue qu'il peut y avoir un « peu » de relation entre le rendement agricole et l'emplacement des terres. Enfin, un individu, soit 5% des enquêtés n'ont pas donné d'avis concernant le sujet.

1.2. Comparaison des rendements agricoles

TABLEAU N°15 : Rendement agricole

Productivité	Nombre	Fréquence
Moins	12	60%
Égal	8	40 %
Plus	0	0 %
TOTAL	20	100%

Source : Enquête personnelle, mai 2015

Ce tableau est dressé par l'élaboration d'une strate de 20 individus qui ont en même temps des terrains à l'intérieur et en dehors de la FP. Ainsi, pour les 60% de ces individus, les récoltes sont moins bonnes par rapport à celui des récoltes dans les périphéries ou dans les « Tanety ». En revanche, ils ne sont pas minoritaires, c'est à dire que le rendement est égal pour les 40% des individus enquêtés.

Par ailleurs, en ce qui concerne le système d'irrigation à l'intérieur de la FP, une majorité d'individus représenté par 68% sur la totalité ont déclaré que la non maîtrise de l'eau dans les périmètres sont les grands problèmes

2. La situation foncière dans la communauté

2.1 Mode d'accès à la terre

À l'issu de ces contextes qui influent sur la production agricole, est-il opportun de connaître la réalité sur le foncier dans le FKT Ratsianarana. En premier lieu, nous allons nous intéresser aux différentes modes d'accès de la population sur la terre.

TABLEAU N°16 : Mode d'accès à la terre

Situation foncière	Nombre	Fréquence
Héritage	24	36,37 %
Appropriation de terre vacante	22	33,33%
Métayers/ fermiers	4	6,06 %
Achat	16	24,24%
TOTAL	66	100%

Source : Enquête personnelle, mai 2015

D'abord, le nombre de citation est supérieur à l'échantillon total du fait des réponses multiples.

Le mode d'accès à la terre en milieu rural peut être varié ; comme nous le savons déjà, un individu peut avoir accès à des terres par achat ou par héritage et/ou par location. Ici donc, 36,37% des terres ont été acquises par héritage, suivi de près par l'appropriation ou la mise en valeur des terres vacantes. En effet 33,33% des enquêtés ont utilisé ce mode d'accès. Pour le mode d'accès par achat, 24,24% ont déclaré avoir recours à ce moyen et enfin quant à location, 24,24% de la population ont choisi cette condition.

2.2 Les nécessités de la terre pour la population

Le tableau qui suit résume l'état des nécessités de la terre par des paysans.

TABLEAU N°17 : L'utilité de la terre

Augmentation	Nombre	Fréquence
Oui	18	27,28%
Non	48	72,72%
TOTAL	66	100%

Source : Enquête personnelle, mai 2015

Parmi les individus enquêtés, 27,28% d'entre eux ont envisagé d'augmenter leur terre avant la mise en œuvre de la GELOSE, mais la majorité restante représenté par les 72% des enquêtés, n'ont pas pensé à cette formalité.

3. Conservation et restriction d'accès

Selon le plan d'aménagement de la GELOSE, il est actuellement interdit d'augmenter les superficies en terres surtout dans la FP. À cet effet, nous avons demandé si cette mesure pourrait avoir des impacts négatifs au sein de la communauté. En ce qui concerne les opinions de la population sur l'existence des relations entre la protection de la forêt et des conflits fonciers, nous pouvons dire qu'il y a une sorte de crainte de la part de la population. En effet, dans 70% des individus, 30% ont des craintes et 40% en possèdent un peu. De même, ils ont avoué leur crainte à propos de ce sujet. Par contre, 8% de la population, ne partage pas le même avis. Par ailleurs, le pourcentage de ceux qui n'ont pas eu d'idée sur le sujet est de 22%.

3.1 Droit d'usage et relation inter villageoise

3.1.1 Droit d'accès dans la zone

Étant donné la forme de gestion basée sur le contrat et le droit d'usage, ce dernier concerne le droit de cueillette, de chasse et de pêche. Ces concepts représentent le contenu du contrat :

- Toutes les personnes membres de la COBA ont un droit d'usage permanent sur les ressources naturelles du fait de leur droit coutumier
- Les personnes qui possèdent un droit coutumier, c'est à dire les habitants du FKT Ratsianarana mais non membre de la COBA jouissent également ces mêmes droits d'usages, suivant les règlements.

- Tout individus non membre de la COBA et qui n'habitent pas dans le FKT même ayant un droit coutumier dans la communauté n'a pas de droit d'usage sur les RN mais doit payer des droits d'accès et d'usage des ressources.

Devant ces règlements sur les droits d'accès et d'usage des RN, des problèmes sur le non application ont causé des malentendus entre certains membres de bureaux de la COBA. En effet, en 2014, quelques membres ont décidé d'appliquer les règlements d'accès à la zone. Ainsi, il a été décidé que toutes les personnes non inscrites dans la COBA doivent payer des droits de prélèvement de ressources. Par conséquent, l'application de ces règlements a suscité des mécontentements des habitants des autres Fokontany étant donné qu'ils sont habitués à collecter des produits dans la forêt.

Pour être bref, nous avons vu tout au long de cette partie que le mode d'organisation semble rencontrer des difficultés quant à sa réalisation. En effet, il y a une contradiction entre les discours et les pratiques paysannes. Ces derniers sont, en général, confus et désorientés sur le déroulement de la GELOSE. Par contre, quelques individus membres du bureau des COBA sont optimistes sur les bénéfices apportés par la gestion communautaire.

De toutes ces difficultés, il n'est pas étonnant de voir qu'après une année de signature de contrat, aucun changement n'a eu lieu et qu'aucune activité n'a été réalisée.

À cet effet, force est de reconnaître que la mise en place de la GCRN se heurte à des facteurs néfastes.

CHAPITRE VI : Vérifications des hypothèses

Avant tout, on a posé l'hypothèse que la population locale gère leur ressources naturelle car le plan d'aménagement sont indispensable pour ce transfert. En outre, la population exerce des différentes activités dans ces zones.

Section1 : Affirmation des hypothèses

1. La nécessité du renforcement des transferts des gestions des ressources naturelles à la population local.

Les contrôles organisés par les COBA reposent sur une participation active de la communauté. Les TGRN réalisés ont ainsi contribué à la responsabilisation des populations locales et à la réduction de la pression socio-économique sur la ressource. Ce pendant, la majorité des membres des COBA sont illettrés. Leur motivation repose obligatoirement ancestrale, mais ils revendiquent davantage de moyens, matériel et humains, notamment en matière de formation.

Or, le projet dispose de financement permettant le renforcement des capacités des COBA. Les opportunités liées aux performances techniques améliorées des COBA sont les suivantes :

- meilleure gestion des ressources naturelles, et notamment des suites données au contrat des infractions ;
- accroissement de la production agricole grâce à l'introduction de techniques de productions améliorées ;
- développement d'autres activités génératrices de revenus de types artisanales.

Si une telle stratégie n'était pas appliquée, les paysans continueraient tant que faire se peut leurs activités actuelles en craignant toujours les abus des autorités locales ou l'intrusion de nouveaux migrants. Nonobstant, l'appui des opérateurs du développement, la première hypothèse est vérifiée.

2 -La non viabilité de la protection des ressources naturel sans une promotion du développement local

Un des objectifs des transferts de gestion des ressources naturel renouvelable est de restreindre l'accès et de réduire l'autre pression anthropique grâce à une responsabilisation des populations locales. L'intégration des zones de conservation des TGRNR dans la forêt ne participe pas de cet objectif car il y a des ressources naturelles typiques et spécifiques dans ces zones, et ces milieux sont dédiés aux pratiques culturelles

Les populations locales ont besoin de continuer à pratiquer les cérémonies coutumières et à bénéficier des ressources naturelles spécifiques qui ne peuvent être trouvées que dans cette zone. Ils se considèrent donc responsables de la gestion de ces espaces.

L'introduction des zones de conservation initialement reconnus dans le cadre des TGRNR dans le noyau dur et pourrait entraîner à la fois :

- une déresponsabilisation des populations locales face à la gestion des RNR, une déstructuration sociale si l'exercice des coutumes ancestrales était remis en question ;
- une pression anthropique accrue et non maîtrisée sur les RN, due notamment à l'instructions des personnes étrangères aux coutumes locales. Donc, l'hypothèse 2 est vérifiée car la viabilité des transferts de gestion de la ressource naturelle repose une gestion globale des terroirs investis traditionnellement par la population locale.

PARTIE III :

APPROCHES PROSPECTIVES ET PISTE DES REFLEXIONS EN VUE DE L'IMPLICATION EFFECTIVE DE LA COMMUNAUTE

Dans un contexte où 60% de la population vit en milieu rural, dans un rapport de dépendance étroit à la forêt et à ses ressources naturelles, l'accent mis sur la conservation de la biodiversité, ne peut que susciter une confrontation des visions du monde et des légitimités qui s'opposent le fait.

Par ailleurs, pour traiter les problèmes liés à la liberté d'accès aux ressources naturelles, l'approche communautaire est présentée comme une voie alternative à celle, de la pratique traditionnelle, et du patrimoine commun. En effet, certains développeurs estiment que la meilleure manière de lutte contre la perte en biodiversité est de la considérer comme appartenant à l'humanité toute entière d'où la naissance de la conception de patrimonialisation. Le danger est alors grand lorsqu'on observe les communautés locales qui sont exclues de l'usage de ces ressources.

C'est dans cette optique que nous allons aborder cette dernière partie de notre travail. Ainsi, vont être analysées les retombées de la politique de gestion communautaire dans son approche participative. En outre, nous allons essayer d'apporter quelque suggestion en vue d'améliorer la situation.

CHAPITRE VII : Approches prospectives

Dans ce sixième chapitre, nous appréhenderons l'approche prospective en se basant sur l'action de conservation de l'environnement, car la représentation des différents acteurs est très importante. Ce chapitre sera donc consacré à l'analyse de ces représentations. Ensuite, nous adapterons sur l'analyse de ces problèmes car notre investigation permet d'apporter des perspectives d'avenir. Enfin, nous aborderons une analyse des enjeux de la protection de l'environnement sur l'espace rural ; c'est-à-dire sur le point de vue social, et psychologique.

Section 1 : Les apports personnels

1. Ce que nous avons acquis durant le stage :

Le stage au niveau du Fokontany était une véritable expérience pour nous. Les pratiques sur terrain nous ont permis de renforcer, d'élargir et d'approfondir les connaissances acquises à l'université. Maintenant, nous savons les diverses activités de cette Fokontany. Ainsi, il faut dire qu'après ce stage on sait comment s'adapter aux autres types de mode de vie. Donc, notre stage nous a permis de voir que le monde étudiantin est très différent du monde professionnel.

2. Ce que nous avons acquis durant la descente sur terrain :

Nous allons voir ci-après alors les expériences que nous avons acquises durant ce stage au sein du Fokontany. Ce stage nous a permis de faire une pratique de ce qu'on a acquis lors de la théorie. Grace à ce stage, on a pu connaître tout ce qui concerne les processus des transferts de gestion communautaire des ressources naturelles dans le Fokontany Ratsianarana que nous avons intervenu. Lors de ce stage, on a fait des découvertes sur les modes d'organisations de la COBA et sa politique de gestion sur la forêt pour les transférer à la communauté.

En parlant de ces contextes, le problème de gestion relatif à la question du pouvoir et de l'organisation interne semble trouver son fondement. Cela nous amène à dire que la représentativité de la COBA est représentée par les individus marginaux dans le tissu social. La conséquence la plus directe en ce qui concerne la gestion du territoire et des ressources naturelles est la coexistence de deux pouvoirs dans un même village : le pouvoir légitime et le pouvoir local. Le premier est ancien et soutenu par les autochtones en ce sens que par son langage d'autorité ; sa parole est la seule capable de faire respecter les règlements et le DINA ou le contrat social. Le second pouvoir est le plus moderne et plus

diplomate et soutenu de l'extérieur mais incapable d'appliquer les mesures à cause du statut social de ces migrants dans la société.

Du fait de cette coexistence de pouvoir, le risque est que des tensions apparaissent entre ces deux pouvoirs et entraînent directement l'échec du transfert de gestion, mais surtout qu'elles peuvent engendrer l'existence des conflits au niveau social.

Toutefois, nous pensons qu'on peut réaliser quand même un projet sans l'aide des populations bénéficiaires. Dans le domaine de l'environnement, cette stratégie participative tend à faire intégrer toutes les catégories de la population capable d'apporter leur savoir-faire dans la gestion de RN et par suite à être un acteur potentiel pour le développement local.

Ainsi nous avons pu faire connaissance à des nombreux problèmes au niveau de l'organisation. D'abord, la descente sur terrain nous a permis de détecter les réalités sur place, c'est-à-dire la vie quotidienne des paysans.

Grâce aux entretiens libres et dirigés, nous avons pu établir une approche envers les populations cibles, c'est-à-dire, faire une écoute active sur les enquêtés, en tant que travailleur social, pour parvenir à notre mission qui est le changement social.

Cette investigation, nous a surmonté à la timidité, et nous avons aussi bien communiqué aisément devant différents types de personnes qu'on a enquêté. En conséquence, nous avons pu tisser des climats de confiance.

Enfin, nous avons eu un aperçu sur l'élaboration d'un questionnaire, surtout pour la collecte des données quantitatives. Cette expérience nous sera utile pour la suite de nos études, mais le plus important est de mettre en pratique les cours que nous avons reçus.

Section 2 : Ressources naturelles et développement local

1. Les avantages économiques de la GELOSE

Dans cette section, il y a lieu de voir la valeur socioéconomique de la biodiversité afin d'évaluer si oui ou non les politiques environnementales ; tant que la GELOSE est réellement bénéfique pour la population.

Tout d'abord, la valeur économique de la biodiversité est mesurée à partir de nombreux avantages qu'elle procure à la population mais aussi pour les pays, comme le bien être de l'économie.

Dans le contexte de l'action publique, ces ressources sont considérées comme des actifs produisant divers flux dont bénéficie la population. Ces flux peuvent être

consommés directement ou présentés sous formes de produits et de services liés aux ressources naturelles.

Pour le cas de la commune de Ratsianarana, les ressources naturelles de la FP procurent à la population non seulement des produits alimentaires directement consommables comme les fruits, les plantes médicinales mais surtout ces ressources sont les sources de revenus supplémentaires pour la plupart d'entre eux. En effet, lors des périodes de soudures par exemples, les bénéfices obtenus par la vente des produits sont importants dans la mesure où ceux-ci peuvent couvrir plus ou moins les dépenses quotidiennes des ménages. De plus, en cas de maladie, les plantes médicinales sont très utilisées par la population puisque les centres de santé se trouvent très éloignés du village.

Tout ceci est de dire que la valeur de l'écosystème s'entend bien au-delà de son rôle en tant qu'habitat pour les espèces naturelles. En effet, elle résulte d'une série de fonction nécessaire à la préservation et à la maintenance des écosystèmes écologiques et économiques.

2. Association paysanne et développement local :

Depuis les années 1990, la politiques de partenariat / public/privé ou 3P a favorisé l'efflorescence des associations paysannes qui se structure à l'échelon infra-villageois. Ainsi, le pays a assisté à l'ampleur des dynamiques associatives micro-locales.

Dans le domaine de l'environnement, la multiplication de ces organisations paysannes, à partir de la COBA, représentent un succès apparent des stratégies de protection de l'environnement et de développement rural prônés par les bailleurs de fonds.

Ces associations sont définies à l'avance comme une association dont les buts est d'aider la population à développer des activités alternatives qui ne dépendent pas toujours de l'exploitation directe des RN, à l'exemple du développement du secteur agricole et les activités artisanales. Il est à noter que ces activités sont élaborées à partir de la potentialité à socioéconomiques que peuvent offrir la communauté en question. De ce fait, la mise en place des micros associations au niveau de la COBA peut être considérée comme une stratégie visant à faire participer la population en tant qu'acteur de son propre développement. D'une part se trouve les problèmes de motivation des individus et du groupe que nous avons déjà évoqués. Les faits relatent l'échec des projets des associations paysannes une après la signature du contrat de la GELOSE. D'autres parts, l'Etat et ses discours promettant, comme de stipuler dans le contrat s'engage à donner des formations aux paysans. Pourtant, cette initiative reste au stade de simple discours visant à obtenir de

l'aide des baillereses. De ce fait, les projets de développement rural, dans ses différentes dimensions (agricoles, marchandises, éducatives), restent secondaires au sein de la politique environnementale.

Par ailleurs, toujours dans ce contexte de courtage, parlons un peu des rôles des « médiateurs », dans leur obligation dans le cas de la GELOSE. Dans tous projets de développement, le recours à des agents de développement est nécessaire pour servir d'intermédiaire entre la population « cible » et les initiateurs des projets. À cet égard, ces agents ou encore ces « élites citadins » doivent passer des messages techniques à la population ou sont chargés de sensibiliser ou de conscientiser les communautés villageoises. Mais le niveau intellectuel entre médiateurs/développeurs et la population locale reste un facteur de blocage.

Bref, la participation des autochtones dans la politique de gestion communautaire dépend de nombreux facteurs dont la méconnaissance du projet, la recherche d'intérêt personnel, par peur de risque due au manque de capital, il y a aussi les mauvaises expériences vécues.

Par ailleurs, force est de souligner que le problème de participation trouve son fondement dès le début même de la mise en place du projet de transfert de gestion. En effet, si la demande de transfert doit émaner de la communauté elle-même, ceci n'a été jamais le cas puisque ce sont les services étatiques qui sont venus avec les dirigeants locaux lors de la gestion de la forêt pour le bien de toute population. Pourtant si la volonté provient réellement de la communauté villageoise, au moins les habitants aient une connaissance plus large du contrat et puissent y trouver quelques intérêts.

Section 3 : Analyse sociologique plurielle en matière de la protection de l'environnement

Dans cette section, nous essaierons d'analyser les réalités sociales d'un point de vue holistique, c'est-à-dire, une vision d'ensemble sur le plan social et enfin sur le plan psychologique.

1. Analyses des réalités sociales du point de vue social

D'une manière générale, la représentation sociale de l'environnement naturel par les malgaches est importante dans la mesure où la forêt constitue un réservoir de ressources par excellence. En outre, c'est un lieu sacré chargé de signification, la forêt est une offre de « Zanahary », le créateur pour ses descendants. C'est pour cette raison d'ailleurs qu'elle abrite les esprits des ancêtres, c'est donc une espace de communication symbolique mais

aussi un lieu de production et de reproduction sociale pour les autochtones. À cet effet, les forêts ont depuis longtemps font l'objet de nombreuses interdictions et de tabous relatifs à son accès et sa gestion. Pour élucider ces propos, choisissons cette citation de Serge Moscovici pour s'inspirer de nos théories : « *la représentation sociale est comme des ensembles dynamiques des théories ou des sciences collectives destinées à l'interprétation du réel.* »

Elle détermine des champs de communication possibles par les valeurs et les idées qui présentent dans les visions partagées par les groupes et règlent dans la suite des conduites admises ou désirables.¹⁶ Cette représentation suppose la présence des groupes différents qui élaborent la grille de lecture de ces réalités locales en fonction de leurs intérêts et leurs positions dans un groupe donné. Cela peut également donner naissances à un nouveau groupe social selon les implications qu'ils supposent. Elle est donc, en même temps, la source de cohésion sociale et possède de fort enjeu identitaire. Ici, la protection de la FP par la politique de GELOSE fait naître une nouvelle identité de la communauté Ratsianarana par rapport à leurs voisins.

Par conséquent, les actions de l'acteur, sur l'environnement, ici, sur le plan individuel va dépendre de cette perception finale. Ainsi s'explique les actions et la volonté de l'individu à participer activement à la gestion et protection de la forêt, ou au contraire, à se désintéresser de toutes activités mais se contente d'être seulement un individu inscrit au COBA. D'où les conflits sociaux avec les autres groupes qui s'impliquent un peu plus dans la réalisation de l'activité sociale relative au cahier de charge. Dans ce fil d'idée, la pratique commune s'apparente dans la signature du contrat mais également à l'élaboration du *Dina*. Ce règlement social a pour principale fonction d'adapter les comportements de tout et à chacun à des « conduites » pour le respect de l'environnement. Ainsi, le *Dina* prend sa source dans les représentations sociales de la communauté. Par conséquent, c'est une règle de conduite qui reflète les réalités socioculturelles et économiques de la société.

2. Analyses des réalités sociales du point de vue psychologique

Parmi les principes du Développement Durable, la considération de la culture, des modes de vies et de la pensée des autochtones constituent une condition primaire pour arriver à un développement socio-économique de la population ; d elle consiste à protéger l'environnement. À cet effet, la connaissance des fondements de la psychologie des paysans est-elle indispensable avant toute politique de transfert de gestion ?

¹⁶ DEPEAU(S), 2006, De la représentation sociale à la cognition spatiale et environnementale, paris, RESO Université RENNES II, p7

La culture joue un rôle primordial dans la psychologie des paysans malgaches¹⁷.

La culture en tant qu'ensemble des valeurs humaines et sociales et de la structure qui régit l'individu dans son milieu et lui confère un certain mode de pensée et de vie. En d'autres termes, la culture englobe comme le définit E. Tylor comme « les connaissances, les croyances, l'art, la morale, la loi, la tradition et toutes autres dispositions et habitudes acquises par l'homme en tant que membres de la société. »

C'est la sagesse de l'esprit et de la qualité d'âme, comme le dit le proverbe Malgache :

« Ny Fanahy no maha-olona » (qui signifie : c'est la qualité d'âme et du cœur qui détermine la valeur de la personne).

Puis, vient la place de la famille, qui est l'institution de base des sociétés rurales. En effet, dans la philosophie malgache, la famille représente la valeur sociale de la vie en société et garant de l'insertion de l'individu par la fonction de sa socialisation. C'est l'institution par excellence qui permet de tisser les liens solides entre les membres. Par conséquent, la famille est sacrée et on doit veiller à son intégrité.

Les croyances, les coutumes, et tous ce qui relèvent des traditions ou « Fomba », s'inscrivent aussi dans la valeur culturelle malgache. Idéologiquement, les valeurs qui régissent les rapports à l'intérieur du groupe sont fondées sur le culte des ancêtres. Ces derniers qui ont pour fonction d'être médiateur entre les vivants et « Zannahary », le créateur de la nature et qui assure la survie de la communauté. Les traditions sont d'une particularité importante surtout dans la société à civilisation orale, comme celle de la société malgache. La parole est également inclut parmi les valeurs de la société malgache, et enfin la structure sociale tient une place toute aussi essentielle. En ce qui concerne notre zone de recherche, les structures traditionnelles restent encore plus ou moins vivaces, le respect de la hiérarchie sociale, le respect du pouvoir des aînés, les solidarités sont surtout autant de valeur qui assure la cohésion sociale.

¹⁷ Inspiré de RANDRIAMAMONJY. M, 1990, « la psychologie paysanne malgache », FAO, p5

CHAPITRE VIII : Pistes des réflexions en vue de l'implication effective de la communauté

Dans ce dernier chapitre, nous allons voir en premier lieu les suggestions que doivent prendre par les différentes entités à savoir le département ministériel, les régions, les communes, les Fokontany ainsi que la population locale en tant que bénéficiaires directs de ce projet. Et en second lieu, nous proposerons notre point de vue personnel en tant que travailleur social.

Section 1 : Les mesures s'imposant aux autorités locales en vue d'améliorer la situation environnementale dans le Fokontany Ratsianarana

1. Au niveau national

Dans un pays à forte richesse écologique comme Madagascar, la conservation de la biodiversité est essentielle pour suivre la voie du développement durable. Il est important que la communauté villageoise ou les collectivités territoriales décentralisées prennent en charge la gestion d'une partie des ressources naturelles au profit de la génération future, il est aussi nécessaire que l'Etat crée un environnement propice à la réussite de cette stratégie de développement. Le fondement du problème est le manque de participation, d'information et de consultation de la communauté concernant le projet.

- **A court terme :**

L'environnement est essentiel pour la survie de l'humanité et aussi pour tous les êtres vivants. Il est important que la sensibilisation de la population doive être effectuée avant toute éventualité de mise en œuvre. Certes la sensibilisation connaît des limites, non pas sur le plan de conception mais aussi sur le plan financier. Néanmoins, c'est un moyen de parvenir à une volonté réelle de la communauté à demander le transfert de gestion des ressources naturelles ceci étant, les habitants sont en mesure de connaître les avantages apportés par la gestion mais surtout des tâches qui les attendent, en tant qu'acteur de l'environnement.

- **A moyen terme :**

Afin de résoudre le problème de l'environnement à Madagascar, l'Etat doit intervenir à la population locale sur la mise en place de nouvelle politique de gestion, car il est essentiel d'accepter la perception de la population qui habite dans son milieu comme par exemple l'aménagement des périmètres irrigués dans les bas-fonds. De ce fait, il doit faire une étude socio-anthropologique approfondie du milieu concerné, afin de connaître les véritables acteurs de la société et aussi de limiter le rôle d'intervention de l'organisme tuteur du transfert de gestion.

- **A long terme :**

L'Etat doit chercher des moyens pour augmenter la superficie de la forêt dans toutes les régions de Madagascar mais non pas seulement sur les villes pilotes. Par ailleurs, elle doit mettre en place la nouvelle politique foncière pour connaître des résultats positifs. Cependant, les difficultés sont encore nombreuses. Les dimensions culturelles locales sont incontournables. En effet, elles constituent des modalités de prendre en compte obligatoirement dans toute forme juridique foncière et elles impliquent donc une priorité à toutes les procédures confiées à des responsabilités locales. Donc la résolution des questions foncières devrait se faire en parallèle avec le projet d'amélioration de la productivité agricole. D'ailleurs, le 15^{ème} objectif du développement durable stipule « Gérer durablement les forêts, combattre la désertification, arrêter et inverser le processus de dégradation des terres et stopper la perte de biodiversité »¹⁸ c'est-à-dire prendre d'urgence des mesures pour stopper la perte de biodiversité.

2. Au niveau régional

Après l'Etat, la région se trouve dans la deuxième des hiérarchies administratives. Concernant les problèmes de la déforestation à Madagascar, les gens attendent aux autorités proches pour trouver des solutions durables. Après avoir ciblés l'Etat, ils vont tourner directement envers les responsabilités régionales. De ce fait, la Direction Régionale des Eaux et Forêt avec la région doit prendre leur responsabilité face aux problèmes liés à l'environnement.

- **A court terme :**

Pour le problème de l'environnement, la région et les services des eaux et forêt doivent aider la commune sur la cogestion de leurs ressources naturelles. D'autant plus que selon l'ordre hiérarchique, l'appui des autorités régionales valide la demande d'appui auprès de ces organismes car l'avis du Chef de région est favorable aux yeux des acteurs.

- **A moyen terme :**

Pour aider chaque région de résoudre les problèmes de la dégradation de l'environnement, l'administration régionale et les services eaux et forêt devraient aller dans le sens de l'amélioration des revenus de la population riveraine. C'est-à-dire, la création d'activité génératrice des revenus se substitueront aux revenus liés à l'exploitation de la forêt. Et cette administration doit se partager par des responsabilités et des compétences entre les gestionnaires des aires protégées.

¹⁸ Selon le 15^{ème} Objectif du Développement Durable, Agenda 2030 du 07.02.2016.

- **A long terme :**

Dans un pays pauvre comme Madagascar, ce n'est pas possible de réaliser à 100% des projets demandés par les bailleurs de fonds. Mais il est grand temps que l'autorité locale double leurs efforts en essayant de renforcer les capacités de l'institution publique régionale sur l'appui et l'accompagnement. Et cet accompagnement vise à réduire la pression sur le corridor forestière en améliorant leur production agricole.

3. Au niveau communal

Après la région vient ensuite la commune qui est à la proximité de la population et quel que soit l'acteur clé et quel que soit la partie prenante dans tout le processus de la protection de l'environnement. Le rôle du Maire consiste à retrouver des solutions et des relations bilatérales ou multilatérales face aux problèmes en tant que premier responsable du village ou de la commune.

- **A court terme :**

À cet égard, les autorités locales pensent qu'à travers leur pouvoir, ils ont le droit à faire usage des ressources selon les besoins de la population. Pourtant, pour le pouvoir public, la gestion des ressources naturelles doit procéder à une restriction d'accès afin d'éviter tout abus d'exploitation. Pour diminuer cette pratique néfaste, la commune forme des groupes d'entraides communautaires comme le comité local du Parc (CLP) qui prendraient en considération sur la surveillance de zones protégées.

- **A moyen terme :**

Il est du devoir du Maire de prendre des décisions pour le développement de la zone administrative qui lui soit conféré, et nous savons tous que le développement d'un pays est visible à partir de la commune. Ainsi, pour résoudre les problèmes de la déforestation dans cette zone, il devrait aussi faire une campagne de sensibilisation pour le changement de comportement de la population en matière de la protection de l'environnement. En outre, nous proposons des solutions comme la formation initiale et continue ou un service de conseil technique aux vrais agriculteurs que devraient être organisées surtout dans les régions agricoles.

En revanche, force est de constater que l'efficacité de cette formation semble être limitée à cause de l'affaiblissement du niveau d'éducation.

- **A long terme :**

Pour préserver l'environnement dans la commune, il doit avoir une attitude positive c'est-à-dire se développer ; de nouvelles techniques de production agricole et d'élevage

doivent être mis en place dans les zones rurales pour assurer la pérennisation de ce projet. En améliorant les conditions de vie socioéconomique de la population il faut développer les petites et moyennes Entreprises(PME) qui se spécialisent dans l'artisanat.

4. Au niveau Fokontany

Pour résoudre le problème de la dégradation de l'environnement à Madagascar, il faut commencer au niveau des Fokontany pour avoir la collaboration effective de la population.

- **A court terme :**

Les secteurs du Fokontany Ratsianarana ont déjà effectué le transfert de gestion des ressources naturelles. Il faut que l'autorité administrative du village et les agents du Parc aident les membres de la COBA pour faciliter la sensibilisation de la population après la mise en place de la GELOSE. Quant aux villageois qui ne sont pas informés, il faut renforcer la capacité des individus à l'aide des informations.

- **A moyen terme :**

Il est conseillé au dirigeant du Fokontany de renforcer les discipline pour l'application du « Dina ».Il a aussi l'obligation de prendre l'initiative et à faire des efforts personnelles ainsi qu'à la précarité de la situation socioéconomique qui pousse les individus à des comportements pouvant détruire l'environnement.

- **A long terme :**

Pour réussir ce transfert de compétence, tous les acteurs concernés doivent mettre en place l'importance sur la protection de la forêt primaire selon ce qui est stipulé par le contrat GELOSE, c'est-à-dire de suivre le plan élaboré sur le cahier de charges.

5. Au niveau de la COBA ou (VOI)

Après avoir effectué cette étude qui contribue à la mise en place de la GELOSE dans le Fokontany Ratsianarana, il convient de suivre les points essentiels cités ci-après pour la mise en œuvre des activités : la « COBA ANTOHIRAVINA » doit participer et se mettre d'accord sur les modalités et les démarches de mise en œuvre de l'approche participative, par exemple pour l'application du *Dina* et du Cahier de charges...

- **A court terme :**

Les suivants sont importants pour démarrer la gestion : Exposer les constats et les conclusions de la MARP sur l'application de la COBA après la mise en place du Dina et l'élaboration du cahier de charges ; et aussi le renforcement du contrôle des prélèvements

des RN dans la forêt par la COBA .Il faut mettre en place des alternatives liées aux produits de la forêt (Reboisement, Apiculture, Élevage)

- **A moyen terme :**

Pour éviter les conflits intra-groupes, il faut renforcer la capacité des membres du bureau en terme d'organisation et de responsabilités et aussi d'augmenter l'effectif des membres de bureau exécutif de la COBA. En outre toutes les VOI doivent mettre en place le système de surveillance des forêts et de leurs produits sur le site défini par le plan d'aménagement.

- **A long terme :**

Pour sauvegarder la forêt dans la zone de Ratsianarana, la communauté de base doit assurer la formation avec l'appui des techniciens dans les différentes zones : sur la forêt naturelle, il est nécessaire d'installer des pare-feux pour lutter contre les feux de brousse. L'Abat des arbres est uniquement pour satisfaire les besoins domestiques et vitaux (bois de construction, plantes médicinales).Mais pour la forêt dégradée, il faut pratiquer de nouvelles techniques comme la replantation des espèces à vocation artisanale.

Section 2 : Recommandation du travailleur social

En tant qu'un agent de développement, face à tous ces problèmes nous proposons comme solutions :

Concernant le problème de non application des *Dina* ou les règlements dictés par le Plan d'Aménagement de la Gestion(PAG), il faut appliquer ces règles un peu plus sévères comme par exemple : faire payer des amendes concernant le non-respect du *Dina*.

Pour diminuer cette pratique néfaste, il faut appliquer la loi et aussi de renforcer la capacité de la population locale sur la formation de nouvelles techniques agricoles.

Il faut appuyer la société civile pour renforcer l'intégration de la protection de la biodiversité dans le processus de décision politiques et économiques.

Renforcer les capacités de la société civile aux niveaux régional et local sur la formation et les échanges des actions de coopération régionale.

Pour la zone de bas fond, la réhabilitation du système de drainage et pour irriguer ce périmètre.

Concernant le problème au niveau des membres de la COBA, il est opportun de faire l'échange des compétences entre les membres en cas des problèmes.

Donner aux communautés locales les moyens de protéger et de gérer la biodiversité dans les zones

Il faut mettre en place dans le Fokontany le système de surveillance pour la population autour de la forêt primaire.

La population a besoin d'éducation ; elle doit être éduquée pour assurer le savoir vivre. On leur apprend aussi l'importance de la préservation de la forêt.

Le responsable communal avec le gestionnaire de la forêt doivent sensibiliser et éduquer les paysans dans ce Fokontany à se protéger leurs biens communs.

Si on résume ces problèmes de comportements, d'attitudes et de mentalités, il serait opportun de chercher des moyens pour arrêter la prolifération des mauvaises habitudes de la part de tout le monde sans distinction de classe sociale par biais de la communication pour le changement de comportement (CCC).

Et finalement, l'éducation citoyenne serait la meilleure solution et qui va de pair avec la sensibilisation des autorités locales, des sociétés civiles et des organismes ou associations.

Pour conclure, les conséquences de la destruction de l'environnement sont multiples. Sur l'écosystème la diminution des pluies et le changement du climat favorisent des transformations physiques au niveau de la région. Sur l'environnement la diminution de taille et de quantité d'arbres au niveau terroir est un grand problème pour l'écosystème. Mais pour combattre ces mauvaises habitudes, l'Etat, la communauté, le travailleur social et même tout le monde sont responsables.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Les principes de conservation des ressources naturelles et de développement locale peuvent apparaître antagonistes et difficilement conciliables dans un même espace. Pourtant, depuis l'année 1990, des efforts importants ont été fait pour concilier ces deux notions, en appuyant sur la participation des paysans particulièrement.

En effet, après la déclaration de Rio en 1992, une nouvelle idéologie a émergé sur le plan International, celui de la valorisation des savoirs faires des paysans sur la protection de l'environnement. Ainsi, nous sommes loin de la conception d'un paysan archaïque dont les pratiques constituent une menace pour l'environnement. Désormais, les paysans sont des acteurs à part entière dans le processus mondial de la conservation de la biodiversité grâce à leurs savoirs naturels et locaux.

Madagascar, est un pays fortement connu par son exceptionnelle richesse en matière de biodiversité, n'a pas hésité longtemps à suivre ces principes dans le but de protéger l'environnement tout en apportant un développement à la population. C'est ainsi qu'a vu le jour de la politique de gestion communautaire des ressources naturelles dans les pays.

Le système de gestion communautaire est basé sur la prise en compte des savoirs modernes et traditionnels ainsi que la responsabilisation de la communauté. À cet égard, les politiques de gestion de mise en œuvre dont la GELOSE ressortent de ces principes.

En parlant de notre recherche et de la réalité sur terrain, les hypothèses que nous avons émises semblent avoir une part de fondement. En effet, le mode d'organisation de la gestion communautaire prône par les institutions publiques environnementales et très différentes de celui de la communauté de Ratsianarana. Sur la question de représentativité du COBA, celle-ci n'est qu'un piratage de la structure sociale en vigueur. En ce sens que le contrat de transfert a engendré des enjeux du pouvoir opposant à celui de la légitimité et à la légalité ainsi qu'à des renversements des rôles et des statuts tenus par chacun dans la hiérarchie sociale.

Par ailleurs, les droits d'usage et d'accès aux ressources naturelles qui ont permis à toute une génération d'autochtones de survivre ont été réduits pour une meilleure gestion des ressources stratégiques et pour une appropriation commune à grande échelle. Pourtant, pour les habitants, la forêt est une ressource complémentaire indispensable dans le cadre du système de production et de reproduction sociale. À cet effet, elle prend une place importante dans le système économique, sociale et territoriale.

Interdire l'accès à la forêt c'est donc interdire l'accès les paysans à leur source de survie.

Mais faut-il souligner que le foncier ne relève pas seulement de son utilité économique pour les paysans. En fait, la terre constitue un lieu de rencontre entre les hommes ; elle donne lieu à des rapports sociaux de production, au sont liés à la fois, à la gestion des espaces sacrés et à l'organisation social, historique et culturel pour les malgaches.

La gestion viable à long terme des ressources naturelles dépend principalement de la prise en considération du droit endogène afin d'aboutir plus à un rapport davantage fondé sur la responsabilité que sur la réglementation. S'il est important de responsabiliser les populations dans la gestion de leur environnement, il faut leur laisser faire leur droit en fonction des besoins de sécurité qu'elles expriment. En d'autres termes, il faut considérer l'appropriation de la population locale sur l'espace.

Pour conclure, la réalité sur la question de l'environnement et du développement à suscité notre réflexion. L'environnement est aujourd'hui devenu un théâtre de bataille où s'affronte à différentes les intérêts divergentes. Une nouvelle source de légitimité et de domination sociale, l'environnement est au cœur de l'arène social, politique au niveau mondial.

À cet égard, l'adhésion des acteurs politiques aux normes environnementales sert-elle à rhabiller une réalité où les rapports de force est le jeu de pouvoir continuent d'exclure la majorité des paysans de leur patrimoine naturel ?

C'est dans cette optique que nous pouvons expliquer le cas de Madagascar à travers les exportations illicites mais légales. L'Exploitation des ressources naturelles sont interdites aux paysans pourtant ils sont les propriétaires. Lorsqu'ils les exploitent, ils peuvent être punis et peuvent être sanctionnés par la loi.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GENERAUX

- 1-BETOINE(A), DOLLO(C), 2009, *Aides mémoire en science sociale*, 6^{ème} Edition, Paris, DUNOD.
- 2-BODON(R), 1988, *individualisme et holisme, un débat méthodologique fondamentale*, in Mendras&Verret(éds).
- 3-CROZIER(M), et FRIEDBERG(E), 1977, *L'acteur et le système*, Paris, Seuil.
- 4-DURKHEIM(E), 1980, *De la division du travail*, Alcan Paris, Edition PUF.
- 5-MENDRAS(H), 1989, *Eléments de la sociologie*, Paris Edition Armand Colin Masson.
- 6-OLIVIER DE SARDAN(JP), 1995, *Anthropologie et Développement Assai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, APAD/ FARTHALA.
- 7-TOURAIN(A), 1984, *Le retour de l'acteur*, Paris, Fayart.

OUVRAGES SPECIFIQUES

- 8-AUCLAIR(L), ASP(C), 2003, « *Le retour des paysans ? A l'heure du Développement Durable*, Collection Ecole/humaine, EDISUD.
- 9-A.Yatchinovsky et P Gény, P Waechter : *Environnement et Développement rural, guide de la gestion des ressources naturelles*, Paris : Frison- Roche, 1992, /BDPA.SCE-TAGRI.
- 10-BLANC-PAMARD(C) et RAKOTO-RAMIARINTSOA (H), 2005, *Foncier et Territoire entre pouvoir locale et politique publiques environnementales. Pratiques, acteurs et enjeux (Corridor Betsileo, Madagascar)*, GEREM IRD-CNRE, Centre d'Etude Africaines.
- 11-DEPEAU(S), 2006, *De la représentation sociale à la cognition spatiale et environnementale*, Paris, RESO-Université RENNESII.
- 12-FELTZ (G) et GEODEFROIT(S), 2004, *Contribution à l'étude : évaluation et perspectives des transferts de gestion des ressources Naturelles. Dans le cadre du Programme Environnementales 3*, IRD-FLSH Université d'Antananarivo.
- 13-FERRARO et RANDALL(A), 1995, *Un cadre pour affecter le comportement des ménages afin de promouvoir la conservation de la biodiversité*, WINROCK International Environmental Alliance, EPAT.

14-**GEODEFROIT(S)**, 2003, *Stratégie patrimoniale au paradis de la nature, conservation de la biodiversité, développement et revendications locales à Madagascar*, Edition IRD.

15-**MARTIN(Y)**, 2002, *Développement Durable : Doctrines, pratique et Evolutions*, Paris Editions IRD.

16-**MATHIEU(P)**, 1998, *Population, pauvreté et dégradation de l'environnement en Afrique : Fatal attraction aux liaisons hasardeuses, paris*, in *Nature science et société*, Elsevier.

17-**PAVAGEAU(J)**, 1981, *Jeunes paysans sans terre. L'exemple Malgache*, paris, l'Harmattan.

18-**RANDRIAMAMONJY, (M)**, 1990, *La psychologie paysanne Malgache*, FAO.

19-**WEBER(J)**, 2000, *pour une gestion sociale des Ressources naturelles*, Paris, Compagnon et F. Constantin eds. *Administrer l'environnement en Afrique*, Karthala.

MEMOIRES ET THESES

20-**ANDRIANARISOA(M.R)**, 2008, *Approche sociologique de Développement et de la Ruralité, ces de la commune Rurale à Ambohimalaza Miray*, Mémoire de Maitrise, Département de sociologie, Faculté DEGS, Université d'Antananarivo.

21-**BORY(N)**, 2004, *Dina et Environnement : transfert de gestion*, Mémoire de maitrise en sociologie, Département de sociologie, Faculté DEGS, Université d'Antananarivo.

22-**REAU(B)**, 1996, *Dégradation de l'Environnement et Réaction paysanne*, paris, Thèse de Doctorat en géographie Tropicale, université Michel de Montaigne, Bordeaux III.

DOCUMENT ET REVUES PERIODIQUES

23-*Agenda 2030 de Développement Durables*.

24-*Equipe 4D (Dynamique Démographique Développement Durables)*, 1995, *perception de l'environnement et attitudes des paysans des hautes terres face aux projets de Développement*, Antananarivo, IRD-ICM.PRIPODE/ICM.

25-*Ministère de l'Environnement et des Forêts : Manuel de procédure de transfert de gestion des Ressources naturelles*, 2000.

26- *Rapport national de suivi des OMD à Madagascar*, 2007.

WEBOGRAPHIE

- 27- *Déclaration du Budapest sur « l'objectif stratégiques sur la conservation du patrimoine culture » en 2002*, <http://whc.unesco.org/fr/decisions/1217/> consulté mardi le 20 octobre 2015.
- 28- *Michel Olyff, « emblème officiel de la convention du patrimoine mondiale 1978 »* consulté dimanche le 12 juillet 2015, <http://www.pc.gc.ca/fra/progs/spm-whs/sec01.aspx>
- 29- *«le moteur de recherche de l'éducation »* consulté jeudi le 13 Août 2015, http://www.terredessourires.org/wp/?page_id=990#education
- 30- *Document et publications (UNESCO/SC)* http://whc.unesco.org/fr/conventionsur_l'environnement/ consulté dimanche le 20 septembre 2015.
- 31- *Conférence à la Maison-Blanche à Washington, D.C, en 1965 « fondation du patrimoine mondiale »* <http://whc.unesco.org/fr/convention/> Consulté samedi le 25 juillet 2015.
- 32- *www. mandrosoa.org/dossier*. Consulté lundi le 19 octobre 2015.
- 33- <http://www.cairn.info/revue-natures-science-société-2007-3-page-253.htm> consulté jeudi le 10 septembre 2015.

TABLES DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS

INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	1
a) Contexte global :	1
b) Motifs du choix du thème et du terrain.....	2
d) Question de départ	2
e) Les étapes de la recherche.....	3
f) Plan du travail :	3

PARTIE I: GÉNÉRALITÉS ET CADRAGES MÉTHODOLOGIQUES

CHAPITRE I: Présentation du terrain et dimensions écologiques.....	5
Section 1: L'environnement dans le Monde et à Madagascar	5
1. La problématique de l'environnement.....	5
2 Aspect de l'environnement à Madagascar.....	6
2.1 Richesse de la biodiversité	6
2.2 Handicap de l'environnement	7
a) Les facteurs économiques	7
b) À travers les facteurs socioculturels.....	7
C) Les causes structurelles	8
3 .Couplage du développement durable et de l'environnement à Madagascar	8
3.1 Gestion Communautaire des Ressources Naturelles (GCRN).....	9
3.1.1 Le cas malgache.....	10
3.1.2 La Gestion Locale Sécurisée (GELOSE)	11
Section 2: La réalité du système foncier à Madagascar	11
1. Modes d'accès à la terre	12
1.1 La transmission intergénérationnelle	12
1.2 L'achat de terres	12
2 Problèmes du système foncier malgache.....	12
2.1 La législation foncière.....	13
2.2 Évolution du système foncier coutumier	13
2.3 La nouvelle politique foncière	13
Section 3: Présentation du milieu d'étude.....	14
1: Description générale du Fokontany Ratsianarana	14
1.1 Localisation du site	14
1.2 Situation administrative	15
1.3 Situation géographique.....	15
2 Les paramètres physiques:.....	16
2.1: Les Reliefs de la commune rurale d'Ambohitralanana.....	16

2.2 L'hydrographie.....	16
3 Paramètre climatiques.....	16
3.1 Pluviométrie.....	16
3.2 Température.....	16
3.3 Climat.....	17
4 Les Paramètres biotiques.....	17
4.1 La végétation.....	17
4.2 La faune.....	18
4.3 La flore.....	18
5 Les paramètres socioculturels.....	18
5.1 L'origine de la population.....	18
5.2 Les conditions de peuplement.....	18
5.3 Les us et coutumes.....	19
5.3.1 Les Tabous.....	19
5.3.2 La pratique du Tavy.....	19
5.4 Données démographique.....	20
5.5 Organisation sociale.....	20
5.5.1 La santé.....	20
5.5.2 L'éducation.....	20
6 Activité économique dans le Fokontany.....	21
6.1 L'agriculture.....	21
6.2 L'élevage.....	21
6.3 La pêche.....	21
6.4 L'artisanat.....	22
CHAPITRE II: Cadrages théoriques et différentes concepts clés.....	23
SECTION 1. Cadrages théoriques.....	23
1. Sociologie du développement.....	23
2. Sociologie de l'environnement.....	23
3. Définitions des mots-clés.....	24
Section 2: Problématisation et formulation des hypothèses.....	25
Section 3: Les objectifs de la recherche.....	26
1. Objectif général:.....	26
2. Objectifs spécifiques,.....	26
Pour déterminer les objectifs spécifiques, il convient de:.....	26
CHAPITRE III: Méthodologie de la recherche.....	27
Section 1: Outils utilisées.....	27
Section 2: Techniques utilisées.....	27
1. Documentations.....	27

2. Techniques vivantes	28
2.1 Échantillonnage:.....	28
2.2 Entretiens:	29
Section 3 : Méthodes.....	29
1. L'individualisme méthodologique.....	29
2. L'holiste	30
3. Le Structuro-constructiviste	30
PARTIE II: LA GESTION COMMUNAUTAIRE DE LA FORET PRIMAIRE DANS LE FOKONTANY RATSIANARANA	
CHAPITRE IV: Mode d'organisation et implication paysanne dans la gestion de la forêt primaire par les COBA	
	33
Section 1: Description du mode de gestion.....	33
1. Historique de la gestion :	33
2. Activités des COBA	34
2.1 Projets d'activités des COBA	34
2.2 Zonage de la communauté	36
CARTE N°2 : Zonage des COBA	36
2.3 Appuis au développement et gestion de la forêt primaire.....	37
2.3.1 Appui au développement de la communauté locale	37
a) Plan de gestion sociale	37
b) Plan de gestion en matière d'éducation	37
C) Plan de gestion économique.....	38
Section 2: Perception paysanne sur l'importance de l'environnement	39
1 Présentation générale des enquêtes.....	39
1.1 Présentation par âge et par sexe	39
1.2 Catégorie socioprofessionnelle des enquêtés	40
2. Les motifs d'adhésion de la population dans la GELOSE	40
2.1. Intégration des membres dans les Organisation paysannes(OP)	41
2.2. Répartition des membres dans les organisations paysannes	42
3. Perception sur l'importance de l'environnement.....	43
3.1 Connaissance de la population sur les bénéfices de la GELOSE.....	44
3.2 Avantages de la protection de la forêt dans la vie socio-économique	44
Section 3 : Problèmes organisationnels de la GELOSE dans la communauté.....	45
1. Point de vue des responsables	45
1.1. Discordance entre État et les responsables du COBA	45
1.2 Crise administrative	46
2. Au niveau des membres.....	46
3. Satisfaction des membres	47
3.1 Satisfaction des membres sur la GELOSE.....	47

CHAPITRE V : Pression socio-économique sur l'espace forestière.....	49
Section 1 : Économie rurale et dépendance aux ressources naturelles	49
1. Exploitation des ressources forestières.....	49
1.1 La Collecte des ressources	49
1.2 Destination des ressources forestières.....	51
1.3 Lieux de vente des produits	51
2. Valeurs des ressources et vie quotidienne	51
2.1 .Utilisation des bénéfiques	52
2.2 Approvisionnement en bois	52
2.3 Santé et ressource forestières	53
Section 2 : Caractéristiques du système d'exploitation	54
1. Les caractéristiques de l'agriculture et de l'élevage.....	54
1.1 Système de culture dominante dans la communauté	54
1.2 Le système d'élevage	55
2. Techniques de production.....	55
3. Destination des produits agricoles.....	56
Section 3 : Activités de production et gestion de l'espace.....	56
1. Disposition de terre.....	56
1.1. Relation entre productivité dans la présence des FP.....	57
1.2. Comparaison des rendements agricoles	57
2. La situation foncière dans la communauté	58
2.1 Mode d'accès à la terre	58
2.2 Les nécessités de la terre pour la population.....	59
3. Conservation et restriction d'accès.....	59
3.1 Droit d'usage et relation inter villageoise	59
3.1.1 Droit d'accès dans la zone	59
CHAPITRE VI : Vérifications des hypothèses	61
Section1 : Affirmation des hypothèses	61
PARTIE III : APPROCHES PROSPECTIVES ET PISTE DES REFLEXIONS EN	
VUE DE L'IMPLICATION EFFECTIVE DE LA COMMUNAUTE	
CHAPITRE VII : Approches prospectives.....	64
Section 1 : Les apports personnels	64
1. Ce que nous avons acquis durant le stage :	64
2. Ce que nous avons acquis durant la descente sur terrain :	64
Section 2 : Ressources naturelles et développement local	65
1. Les avantages économiques de la GELOSE.....	65
2. Association paysanne et développement local :	66

Section 3 : Analyse sociologique plurielle en matière de la protection de l'environnement	67
1. Analyses des réalités sociales du point de vue social.....	67
2. Analyses des réalités sociales du point de vue psychologique.....	68
CHAPITRE VIII : Pistes des réflexions en vue de l'implication effective de la communauté	70
Section 1 : Les mesures s'imposant aux autorités locales en vue d'améliorer la situation environnementale dans le Fokontany Ratsianarana	70
1. Au niveau national.....	70
2. Au niveau régional.....	71
3. Au niveau communal.....	72
4. Au niveau Fokontany	73
5. Au niveau de la COBA ou (VOI)	73
Section 2 : Recommandation du travailleur social.....	74
CONCLUSION GÉNÉRALE	77
BIBLIOGRAPHIE	79
WEBOGRAPHIE	81
TABLES DES MATIÈRES	82
ANNEXES	

ANNEXES

ANNEXE I: QUESTIONNAIRE

QUESTIONS ADRESSES AUX PAYSANS

1. Ny Mahalahy Sy mahavavy/ Sexe :

- Lahy/Masculin Vavy/Féminin

2. Sokajin-taona/Classe d'Age

- [18-25[, [25-35[, [35-45[, [45-55[, [55-65[, [65-+ [

3. Inona avy ireo asa tena ataonareo ?/ Quelles sont vos principales activités ?

- Mpamboly , Mpivarotra , Asa tanana , Mpanangona vokatra , Hafa
- Agriculteur, Commençant, Artisans , Collecteur , Autre

4. Hoatrinona ny karama raisinao isam-bolana , insan-kerinandro , insan-taona ?

Combien vous gagnez par mois, semaines ou ans ?

5. Firy ianareo no ato anatin'ity trano ity ?/ Combien vous habitez dans cette maison ?

6. Nanamboka oviana ianao no mpikambana tao @VOI ? /Depuis quand êtes-vous membres du VOI ?

7. Inona no nanosika anao hiditra tao ?/ Quelle est la raison de votre adhésion ?

- Foncier , Exploitation produits , Socioculturelles , Environnement
- Tany , Fitrandrahana vokatrin'ny Ala , Fomba amampanaho , Tontolo iainana

8. Ny toerana misy ana ove manakaiky ny faritra misy ala arovana ?/ Est-ce que votre habitations se trouve-t-elle dans la délimitation du Forêt Primaire ?

- Eny/ oui , Tsia/ Non

9. Ianareo ve mioty ireo vokatry ny ala ?/ Est-ce que vous collectez les produits forestiers ?

- Tsia , indraindray , matetika , isan'andro
- Jamais , Quelques fois, souvent , Toujours

10. Inona avy ireo vokatra otazanareo ?/Quels sont les produits que vous collectez ?

- Hazo fampiasa , Fanafody , Voankazo , Kitay
- Bois d'œuvre, Plante Médicinale, Fruit, Bois de chauffe

11. Iza aminareo ao an-trano no miandraikitra ny fiotazana ?/ Quels membres de la famille assurent la collecte de ces produits ?

- Olondehibe , Vavy/Lahy , Rehetra
- Adultes, Femmes/Enfants, Tous

II

12. Atao inona ireo vokatra ireo ?/ A quoi servent ces produits ?

- Sakafo , Varotana , Sakafo/Varotana
- Nourriture, Vente, Nourriture/Vente

13.Raha hivarotra an'ireo vokatra ianareo, aiza no itondrana azy ?/Si les produits sont destinés à la vente, où est ce que vous allez les écouler ?

- Manodidina , tsena ifotony, Tsena Kominaly
- Voisinage, Marché locale, marché communale

14.Mety hoatrinona ny tombony azonareo ?/Combien vous gagnez comme bénéfice ?

15.Ampiasainareo amin'inona ilay tombony teo ?/A quoi servent les bénéfices ?

- Filana andavan'andro, Fanafody , Vonjy tavan'andro, Tahiry
- PPN , Médicaments, Imprévu, épargne

16.Aiza no maka kitay anareo ?/ Où est-ce que vous prélevez les bois de chauffe ?

- Anaty ala, eo amin'ny Manodidina, eo antoerana
- Dans la forêt, Aux alentours, Dans le village

17.Mampiasa ny fitsaboana netimpaharazana ve ianareo ?/Est-ce que vous pratiquez la médecine traditionnelle ?

- Tsy mbola nampiasa, Mahalana, Matetika, Mampiasa foana
- Jamais, Parfois, Souvent, Toujours

18.Manana tany tafiditra ao amin'ny faritry ny ala arovana ve ianareo ?/Avez-vous de concession/terrain inclus dans la délimitation du forêt primaire ?

- Eny Tsia
- Oui Non

19.Misy taninareo ve tafiditra ao anatin'ny faritra arovana ?/Avez-vous de concession/terrain inclus dans le Future Aires protégée ?

- Eny Tsia
- Oui Non

20Ahoana ny fomba nahazoanareo ny tany ?/Comment avez-vous accédé au terrain ?

- Tompony, Mpandova, Mpanofa
- Propriétaire, Héritage, Métayers/Fermiers

III

21. Voarefy ve ny taninareo ?/Votre terrain est-il titré ?

- Eny Tsia
- Oui Non

22. Araka ny hevitrao ? ny fiarovana ny ala ve mety hampihena ny fampiasana an'ireo tany ireo ?/A votre avis, la conservation de la forêt pourrait-elle réduire l'utilisation de ces terrains ?

- Eny Tsia Tsy fantatro Angaba
- Oui Non NSP Peut être

23. Efa nisy fanirina ve anareo hampitombo/hanitra ny tany talohan'ny nametrahana ny ala iarovana ?/Est-ce que vous avez déjà eu l'intention d'augmenter/élargir votre terrain avant l'implantation de l'AP ?

- Eny Tsia
- Oui Non

24. Mety hiteraka ady tany ve ny fiarovana ny ala ?/La conservation de la forêt pourrait-elle engendrer de conflit foncier ?

- Eny Tsia Tsy fantako Mety izay
- Oui Non NSP Peut être

25. Raha aminao, tena ilaina ve ny fametrahana/fampiharana ireo Dina sy lalàna momba ny fampiasana sy fidirana ao amin'ny ala arovana ?/Selon vous, la mise en place de Dina et règlements sur l'utilisation et l'entrée dans AP est-il nécessaire ?

- Tena tsy manaiky Tsy dia manaiky Manaiky ihany Tena manaiky
- Pas d'accord du tout plutôt pas d'accord plutôt d'accord Tout à fait d'accord

26. Inona avy no fambolena ataonareo ?/Quels types de cultures vous pratiquez ?

- Vary Mangahazo Vomanga Katsaka
- Riz Manioc Patate douce Mais

27. Maha afapo anareo ve ny vokatra ?/Etes vous satisfaits de la production ?

- Tena tsy afapo tsy dia afapo Afapo ihany Tena afapo
- Pas du tout satisfait Plutôt pas satisfait Plutôt satisfait Tout à fait satisfait

28. Misy fomba fambolena hafa ve ?/Quelle est votre technique agricole ?

- Nentimpaharazana Manaraka toetrandro Izy roa
- Traditionnelle Moderne Les deux

29. Mampiasa zezika ve anareo ?/Est-ce que vous utilisez d'engrais ?

- Zezipahitra Simika Ankoatra

IV

- Compost Chimique Autres

30. Atao inona ireo vokatra ?/A quoi sert la récolte ?

- Sakafo Amidy Masomboly
- Nourriture Vente Semence

31. Ampy hanondrahana ny voly ve ny rano ?/y-a-t-il suffisamment d'eau pour irriguer les cultures ?

- Eny Tsia
- Oui Non

32. Araka ny hevitrao, miankina amin'ny fisiany al ave ny vokatra ?/A votre avis, la production dépend-elle de la présence de Forêt ?

- Eny Tsia Tsy fantatro
- Oui Non NSP

33. Samy hafa ve ny vokatra manodidina ny ala sy ny ivelany ala ?/Est-ce que la production aux environs de la forêt est-elle différente de celle plantée hors forêt ?

- Latsaka Mitovy Manatombo
- Moins Egal Plus

34. Torohevitra mba ahafahana manatsara ny famokarana ?/Votre suggestion pour améliorer la production ?

- Fomba vaovao lalana amin'ny Fananantany Famatsiam-bola
- Technique moderne Accès foncier Financement

35. Fantatrao ve ny antony lehibe hiarovona ny ala ?/Savez-vous les importances de la conservation du forêt ?

- Eny Tsia
- Oui Non

36. Mety hitondra fanatsarana na/sy fampandrosoana aminy faritra misy anareo ve ny fiarovana ny ala ?/Ces importances pourraient-elles apporter une amélioration et/ou développement de votre région ?

- Eny Tsia Tsy fantatro Angamba
- Oui Non NSP Peut être

37. Inona avy no mety vokatsoa amin'ny fiarovana ny ala arovana eto aminareo ?/Quelles sont les importances de la conservation du forêt primaire chez vous ?

- Tombombokatra Fomba amam-panao Tontolo iainana Mampitombo vokatra
- Productivité Socio-culturelle Environnement Plus de revenu

38. Arakan y hevitrao, inona no tokony hatao voalohany indrindra ?/A votre avis les quels des faits suivants sont prioritaires ?

- Fiofanana aminy Fambolena Fampandrosoana ara-tsosialy Fiarovana ny ala Fananantany
- Formation agricole Développement sociale protection forêt Foncier

39. Aminy maha mpikambana ny COBA, inona avy no mety ho tohin'ny asanareo ?/En tant que membre de COBA, quels seraient vos projets ?

- Fambolen-kazo Fiompina tantely Taranja fambolena
- Reboisement Apiculture Filière agricole

40. Inona no andrasana amin'ny tomponandraikitra ao amin'ny biraon'ny COBA mba hahafahana miaro kokoa ny ala ?/Quelles sont vos attentes sur les bureau exécutifs des COBA pour assurer la conservation de la forêt ?

- Fanatanterahana tetik'asa Fampiharana lalana Fampandrosoana ifotony
- Réalisation projet Application règle Développement locale

41. Inona avy ireo olana efa hita teo anivon'ny COBA ?/Quels ont été les problèmes observés au niveau de la COBA ?

- Fanatanterahana tetik'asa Fahefana Fanentanana Lamina anaty
- Réalisation projet Pouvoir Sensibilisation Organisation interne

42. Noha afapo anareo ve ny fitanatanana ny ala taorian'ny famindrana ny fitananana ny ala ?/Etes vous satisfaits de la gestion de la forêt après transfert de gestion ?

- Tena tsy afapo tsy dia afapo Afapo ihany Tena afapo
- Pas du tout satisfait Plutôt pas satisfait Plutôt satisfait Tout à fait satisfait

43. Ianareo ve miompy ?/Est-ce que vous pratiquer l'élevage ?

- Eny Tsia
- Oui Non

QUESTIONS ADRESSEES AUX RESPONSABLES DU PROJET ET AUX ELUS LOCAUX

1. Ahoana ny fahitanao ny fahavitrian'ireo mpikambana ?/Comment trouvez-vous la motivation des membres ?

- Resy lahatra Tena resy lahatra Tena tsy resy lahatra
- Motivés Très motivés Pas du tout motivés

2. Aminao, inona avy no mety anton'ireo olana mitranga aminy sy fahavitrihana ?/A votre avis, quelles sont les raisons de ce problème de motivation ?

- Tsy fahalalana Tsy manampotoana Tsy laharampahamehana
- Confusion Manque de temps Non prioritaire

3. Efa nisy fihaonana/fivoriana niarahanareo ve taorian'ny fametrahana/fisian'ny GELOSE ?/Avez-vous déjà effectué des réunions communautaires après la mise en place de la GELOSE ?

- Eny Tsia
- Oui Non

4. Raha aminao, maninona ny asa efa voafaritra no tsy mety tanteraka/vita aradalana ?/Selon vous, pourquoi les activités définis ne sont pas réalisées à temps ?

- Famatsiana ara-bola Fiofanana Fotoana Tsy fandraisana antanan'ny Fanjakana
- Financement Formation Disponibilité Désengagement de l'Etat

5. Misy fifandraisana ve eo aminy fitantanana ny ala sy ny fahafahana miditra mampiasa ny tany ?/Est-ce qu'il existe une relation entre gestion de la forêt et la liberté d'accès à la terre ?

- Eny Misy ihany Tsy tena misy Tena tsy misy
- Oui un peu pas tout à fait Pas du tout

6. Sarotra ve ny fanentanana/fampahafantarana ny mponina ?/La sensibilisation de la population est-elle difficiles ?

- Sarotra Tsy dia sarotra Tsy sarotra
- Oui Un peu Non

7. Nahita fiovana eo aminy fihetsik'ny mponina ve ianao ?/Avez-vous remarquez des changement de comportement de la par de la population ?

- Eny Tsia
- Oui Non

8. Inona ny vahaolana arosoana mba hanatsarana ny zava-misy ?/Quelles solutions proposerez vous pour améliorer la situation ?

ANNEXE II: GUIDE D'ENTRETIEN

1-Interview avec monsieur le coordinateur du projet au sein du MAKIRA

- Inona no nahasarika anareo anampy an'ity Fokontany ity ?
- Quels sont les critères qui vous ont poussé à aider ce Fokontany ?
- Ahoana ny fahitanao ny fandraisana anjaran'ny mponina tamn'izany ?
- Comment trouveriez-vous leurs participations pendant la mise en œuvre du projet ?

2-Interview avec monsieur le président du Fokontany de Ratsianarana

- Inona avy ny fanentanana nentinareo namporisihina vohoaka tamin'izany ?
- Quels seront les différents types de sensibilisation que vous avez apportée pour convaincre la population ?

3-Interview avec le président du VOI

- inona avy ny fepetra arahana mba ampaharitra ilay tetik'asa ?
- Quelles sont les règles à suivre pour que le projet soit durable ?
- Inona ny vahaolana entinareo manoloana ny tsy fanarahan-dalana ?
- Quelles solutions proposeriez-vous pour le non respect des règles ?

Nom : RANDRIAMITANDRINA

Prénom : Mario

Etudiant en L3, Licence Professionnelle en Travail Social
et Développement

Option : Agent de développement

Adresse de l'auteur : Bloc 29 Porte 06 CU Ankatso II

Tel : 032 24 944 91 / 033 01 777 13

Année Universitaire : 2016-2017

Titre du mémoire : Gestion paysanne des ressources naturelles et dynamique sociale :

Cas de la gestion de la forêt primaire dans le Fokontany Ratsianarana dans la commune rurale d'Ambohitralanana

Rubrique épistémologique : sociologie du développement, sociologie de l'environnement

Nombres de pages : 86

Nombres de tableaux : 17

Nombre de figure : 06

Nombre de carte : 02

Références bibliographiques : 26

Webographie : 07



RESUME

La politique de gestion communautaire des ressources naturelles a pour but de mettre en valeur les savoirs naturalistes des paysans. Mais les enjeux de cette politique sont de taille.

Dans une première optique, l'institution d'une association paysanne, constituée à partir de la structure sociale de la communauté villageoise a fait émerger des conflits de pouvoir entre le pouvoir légal et le pouvoir légitimes des autorités traditionnelles. Dans une autre optique, la population s'est vue restreinte leur moyen de production, qui est la terre, mais aussi leur patrimoine communautaire. En outre l'inégalité d'accès aux ressources, issue des règlements de gestion a suscité des tensions sociales. De la politique de patrimonialisation de la biodiversité, l'exode rural est la conséquence la plus directe et la plus concrète. Pour améliorer cette tendance, il faudrait prendre en compte les représentations sociales des paysans sur l'espace et l'environnement. Par ailleurs, la mise en œuvre d'une politique nationale visant l'amélioration du secteur agricole paraît être urgente. Dans une perspective systémique, il faut agir conformément à la configuration du système social.

Mots-clés : gestion communautaire, environnement, ressources naturelles, paysans, Communauté de base, cogestion, développement, patrimoine.

Encadreur pédagogique : Monsieur RANDRIANARISOA Jean Richard